

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2025- 04-18**  
*du 24 juillet 2025*

**portant autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de roche  
massive calcaire par la société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES  
au lieu-dit « Le Combeau » sur la commune de Porcieu-Amblagnieu**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre Ier, Titres II et VII et le livre V Titre 1<sup>er</sup>, en particulier les articles L.122-1, L.214-1, R.122-4 et R.122-5, R.214-1 et L.181-1 ;

Vu la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 modifié relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, lavage relevant du régime de l'enregistrement au titre

de la rubrique n°2515, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 modifié relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses ;

Vu l'avis du 22 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 21 mars 2022 ;

Vu le schéma régional des carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département de l'Isère, hors Bièvre-Liers-Valloire, Est-Lyonnais et Galaure-Drôme des Collines ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2024-11-02 du 13 novembre 2024 portant ouverture d'une enquête publique du 9 décembre 2024 au 13 janvier 2025 dans la commune de Porcieu-Amblagnieu ;

Vu les autres documents de planification applicables (schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°2020-83 du 10 avril 2020, schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la Boucle du Rhône en Dauphiné approuvé le 3 octobre 2019 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Porcieu-Amblagnieu approuvé le 9 novembre 2020 ;

Considérant la demande présentée le 2 avril 2024, complétée le 10 juillet 2024, par la société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES, dont le siège social est situé 105, chemin de l'Éperon - 01160 Saint-Martin-du-Mont, en vue d'obtenir l'autorisation de renouveler et d'approfondir l'exploitation d'une carrière au lieu-dit « Le Combeau » sur la commune de Porcieu-Amblagnieu ;

Considérant les éléments constitutifs du dossier déposés à l'appui de la demande ;

Considérant l'avis n°2024-ARA-AP-1728 délibéré le 13 août 2024 par l'Autorité environnementale (AE) sur le dossier complété de demande d'autorisation précitée ;

Considérant l'avis de l'inspection des installations classées de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 3 octobre 2024 précisant que le dossier complet et régulier peut être mis à l'enquête publique ;

Considérant la décision n°E24000196/38 du 28 octobre 2024 par laquelle le président du tribunal administratif de Grenoble a désigné le commissaire enquêteur ;

Considérant le registre d'enquête publique, le rapport d'enquête publique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur du 14 février 2025 ;

Considérant le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

Considérant l'avis favorable délibéré par le conseil municipal de Porcieu-Amblagnieu ;

Considérant le rapport et les propositions en date du 16 mai 2025 de l'inspection des installations classées de l'unité départementale de l'Isère de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes ;

Considérant le courriel du 13 juin 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 1<sup>er</sup> juillet 2025 , faisant connaître qu'il n'a pas d'observation sur ce projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant le plan de gestion des déchets d'extraction établi avant le début d'exploitation ;

Considérant que les activités projetées relèvent, au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), des régimes :

- de l'autorisation au titre de la rubrique n°2510-1 « Exploitation de carrière »,
- de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515-1 « Broyage, concassage, criblage [...] de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes »,
- de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 « Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes » ;

Considérant que les installations projetées relèvent également du régime de la déclaration, au titre des rubriques IOTA suivantes de l'annexe de l'article R.214-1 du code de l'environnement, sous les rubriques :

- n°2.1.5.0 « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol [...] »,
- et n°1.1.1.0. « Sondage, forage en vue de la surveillance des eaux souterraines [...] » ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 et L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le projet consiste en un renouvellement de l'activité de la carrière sur le périmètre de 7 ha 81 a 47 ca actuellement autorisé et en l'approfondissement du carreau d'extraction sans augmentation de la production maximale ;

Considérant que l'autorisation d'exploitation est sollicitée pour une durée de 30 ans, remise en état finale comprise, et pour un volume annuel d'extraction maximal de 86 500 t/an ;

Considérant que l'accueil en remblayage de matériaux issus de terrassements et de déchets non dangereux inertes est également conservé à hauteur d'environ 37 500 m<sup>3</sup>/an en moyenne avec une part qui sera recyclée et commercialisée permettant ainsi une économie locale circulaire et également la remise en état progressive de la carrière ;

Considérant que la remise en état sera à vocation naturelle et paysagère avec des aménagements favorables à la biodiversité (mares, hibernacula, végétalisation des remblais et talus) et à visée pédagogique (sentier thématique, belvédère et table d'orientation, aménagement pédagogique des mares) ;

Considérant que le projet, situé en dehors de toute zone de sensibilité au sens du schéma régional des carrières, est compatible avec le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 ;

Considérant que les mesures d'évitement et de réduction proposées relatives à la préservation de la flore et de la faune garantissent l'absence d'impact résiduel significatif sur les espèces protégées ;

Considérant les mesures d'accompagnement et de suivi relatives à la flore et à la faune ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) « formation carrières » ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

### Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES, dont le siège social est situé 105, chemin de l'Éperon - 01160 Saint-Martin-du-Mont (n°SIRET : 803 382 605 00027), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions et des annexes au présent arrêté à exploiter une carrière de roche massive calcaire à ciel ouvert hors d'eau au lieu-dit « Le Combeau » sur la commune de Porcieu-Amblagnieu.

Les installations sont détaillées dans les prescriptions annexées et dont le périmètre est joint en annexe.

La présente autorisation environnementale tient lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

### Article 2 : Autres réglementations opposables

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

### Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Porcieu-Amblagnieu et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Porcieu-Amblagnieu pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la direction départementale de la protection des populations – service installations classées ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L.181-17 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Grenoble :

1°) par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

*(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)*

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une procédure de médiation telle que prévue aux articles L.213-1 à L.213-10 du code de justice administrative.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES, et dont une copie sera adressée aux conseils municipaux de Porcieu-Amblagnieu, Charette, Montalieu-Vercieu, Parmilieu, Vertrieu, Sault-Brenaz et Villebois, aux conseils communautaires des communautés de communes des Balcons du Dauphiné et de la Plaine de l'Ain, ainsi qu'aux conseils départementaux de l'Isère et de l'Ain.

24 JUIN 2025

La préfète

  
Catherine SÉGUIN



Annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL UD38-2025-07-18  
du 24 juillet 2025

## Prescriptions techniques et annexes applicables à la société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES

Carrière de roche massive calcaire hors d'eau  
Lieu-dit « Le Combeau »  
38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU

Siège social : 105, chemin de l'Éperon - 01160 SAINT-MARTIN-DU-MONT  
n°SIRET : 803 382 605 00027

## Table des matières

<b>Titre 1 — Portée de l'autorisation et conditions générales.....</b>	<b>10</b>
<b>CHAPITRE 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....</b>	<b>10</b>
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	10
Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	10
<b>CHAPITRE 1.2. Nature des installations.....</b>	<b>10</b>
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	10
Article 1.2.2. Liste des opérations autorisées au titre de la loi sur l'eau.....	11
Article 1.2.3. Situation de l'établissement.....	11
Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation.....	11
<b>CHAPITRE 1.3. Durée de l'autorisation.....</b>	<b>12</b>
<b>CHAPITRE 1.4. Conformité au dossier de demande d'autorisation.....</b>	<b>13</b>
<b>CHAPITRE 1.5. Modifications.....</b>	<b>13</b>
Article 1.5.1. Porter à connaissance.....	13
Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	13
Article 1.5.3. Équipements abandonnés.....	13
Article 1.5.4. Changement d'exploitant.....	13
<b>CHAPITRE 1.6. Incidents ou accidents.....</b>	<b>13</b>
<b>CHAPITRE 1.7. Contrôles et analyses.....</b>	<b>13</b>
<b>CHAPITRE 1.8. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE 1.9. Réglementation.....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE 1.10. Gestion de l'établissement.....</b>	<b>14</b>
Article 1.10.1. Objectifs généraux.....	14
Article 1.10.2. Jours et horaires de fonctionnement.....	14
Article 1.10.3. Accès, voirie publique, circulation interne.....	15
Article 1.10.4. Moyen de pesée.....	15
Article 1.10.5. Sécurité du public, clôtures.....	15
Article 1.10.6. Commission locale d'information et de suivi.....	15
<b>Titre 2 — Prévention de la pollution atmosphérique.....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 2.1. Dispositions générales.....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 2.2. Prévention des émissions de poussières à l'installation de traitement.....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 2.3. Plan de surveillance des retombées de poussières.....</b>	<b>17</b>
<b>Titre 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....</b>	<b>18</b>
<b>Chapitre 3.1. Prévention des pollutions accidentelles.....</b>	<b>18</b>
<b>CHAPITRE 3.2. Prélèvements et consommation d'eau.....</b>	<b>18</b>
<b>Chapitre 3.3. Traitement des eaux.....</b>	<b>18</b>
Article 3.3.1. Traitement des eaux sanitaires.....	18
Article 3.3.2. Gestion des eaux de ruissellement.....	19
Article 3.3.3. Rejet d'eau dans le milieu naturel.....	21
Article 3.3.4. Qualité des eaux collectées.....	21
<b>Chapitre 3.4. Surveillance des eaux souterraines.....</b>	<b>21</b>
Article 3.4.1. Modalités de surveillance.....	21
Article 3.4.2. Information de l'inspection des installations classées.....	22

Article 3.4.3. Dispositions applicables aux forages accueillant les piézomètres du réseau de surveillance.....	22
<b>Titre 4 - Déchets.....</b>	<b>23</b>
<b>Chapitre 4.1. Déchets.....</b>	<b>23</b>
<b>Chapitre 4.2. Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées.....</b>	<b>23</b>
<b>Titre 5 — Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....</b>	<b>24</b>
<b>Chapitre 5.1. Dispositions générales.....</b>	<b>24</b>
Article 5.1.1. Aménagements.....	24
Article 5.1.2. Véhicules et engins.....	24
Article 5.1.3. Appareils de communication.....	24
<b>Chapitre 5.2. Surveillance des émissions sonores.....</b>	<b>24</b>
Article 5.2.1. Surveillance des émissions sonores.....	24
Article 5.2.2. Valeurs limites d'émergence.....	25
Article 5.2.3. Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation.....	25
Article 5.2.4. Niveaux limites de pression acoustique de crête lors des tirs de mines.....	25
<b>Chapitre 5.3. Vibrations.....</b>	<b>25</b>
Article 5.3.1. Vibrations (hors tirs de mines).....	25
Article 5.3.2. Vibrations (lors des tirs de mines).....	26
<b>Chapitre 5.4. Émissions lumineuses.....</b>	<b>26</b>
<b>Titre 6 — Prévention des risques.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 6.1. Substances dangereuses.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 6.2. Lutte contre l'incendie.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 6.3. Plans et consignes.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 6.4. Installations électriques.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 6.5. Prévention des risques de projection lors des tirs de mines.....</b>	<b>28</b>
<b>Titre 7 — Conditions d'exploitation.....</b>	<b>28</b>
<b>Chapitre 7.1. Aménagements préliminaires.....</b>	<b>28</b>
Article 7.1.1. Information du public.....	28
Article 7.1.2. Bornage.....	28
Article 7.1.3. Travaux préliminaires à l'exploitation.....	28
<b>Chapitre 7.2. Dispositions particulières d'exploitation.....</b>	<b>28</b>
Article 7.2.1. Phasage d'exploitation.....	28
Article 7.2.2. Mode d'exploitation.....	29
Article 7.2.3. Distances limites et zones de protection.....	29
<b>Chapitre 7.3. Registres et plans.....</b>	<b>30</b>
<b>Chapitre 7.4. Admission de matériaux minéraux et de déchets inertes non dangereux extérieurs pour recyclage et remblayage du site.....</b>	<b>30</b>
Article 7.4.1. Généralités.....	30
Article 7.4.2. Conditions d'admission.....	31
Article 7.4.3. Conditions d'exploitation des remblais.....	33
<b>Chapitre 7.5. Lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes.....</b>	<b>33</b>
<b>Titre 8 – Dispositions particulières relatives à la préservation de la flore et de la faune.....</b>	<b>34</b>
<b>Chapitre 8.1. Mesures d'évitement.....</b>	<b>34</b>
Mesure E1 : Évitement des zones sensibles.....	34
Mesure E2 : Adaptation des périodes de débroussaillage.....	34
<b>Chapitre 8.2. Mesures de réduction.....</b>	<b>34</b>
Mesure R1 : Réaménagement coordonné.....	34
Mesure R2 : Création d'hibernacula.....	35



Mesure R3 : Gestion des eaux stagnantes.....	36
Mesure R4 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes.....	36
Mesure R5 : Gestion écologique des milieux naturels ou semi-naturels en phase d'exploitation.....	37
<b>Chapitre 8.3. Mesures d'accompagnement.....</b>	<b>37</b>
Mesure A1 : Gestion écologique du site à l'issue de l'exploitation.....	37
Mesure A2 : Sensibilisation du personnel.....	38
<b>Chapitre 8.4. Suivi des mesures.....</b>	<b>39</b>
Suivi S1 : Suivi écologique.....	39
<b>Titre 9 – Remise en état et garanties financières.....</b>	<b>40</b>
<b>Chapitre 9.1. Remise en état.....</b>	<b>40</b>
<b>Chapitre 9.2. Garanties financières.....</b>	<b>40</b>
Article 9.2.1. Objet des garanties financières.....	40
Article 9.2.2. Montant des garanties financières.....	40
Article 9.2.3. Établissement des garanties financières.....	41
Article 9.2.4. Renouvellement des garanties financières.....	41
Article 9.2.5. Actualisation des garanties financières.....	41
Article 9.2.6. Modification du montant des garanties financières.....	41
Article 9.2.7. Absence de garanties financières.....	41
Article 9.2.8. Appel des garanties financières.....	41
Article 9.2.9. Levée de l'obligation de garanties financières.....	42
<b>Chapitre 9.3. Cessation d'activité.....</b>	<b>42</b>
<b>Annexe 1. Plan de situation et plan parcellaire.....</b>	<b>43</b>
<b>Annexe 2. Plans de phasage d'exploitation.....</b>	<b>45</b>
<b>Annexe 3. Plan, vue et coupes de remise en état.....</b>	<b>50</b>
<b>Annexe 4. Plans de calcul des garanties financières.....</b>	<b>51</b>
<b>Annexe 5. Localisation des mesures d'évitement et de réduction concernant les milieux naturels.....</b>	<b>57</b>
<b>Annexe 6. Localisation des piézomètres.....</b>	<b>58</b>
<b>Annexe 7. Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable.....</b>	<b>59</b>

## Titre 1 — Portée de l'autorisation et conditions générales

### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES, dont le siège social est situé 105, chemin de l'Éperon – 01160 Saint-Martin-du-Mont (n°SIRET : 803 382 605 00027), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions et des annexes au présent arrêté à exploiter une carrière de roche massive calcaire à ciel ouvert hors d'eau au lieu-dit « Le Combeau » sur la commune de Porcieu-Amblagnieu.

#### Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

#### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations concernées relèvent des régimes de l'autorisation et de l'enregistrement ICPE, mentionnés aux articles L.512-1 et L.512-7 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2510-1	A	Exploitation de carrière	Roche massive à ciel ouvert hors d'eau Emprise totale : 78 147 m <sup>2</sup> Production maximale annuelle : 86 500 t/an Volume du gisement : 940 000 m <sup>3</sup> environ Admission en remblayage de matériaux inertes : 37 500 m <sup>3</sup> /an en moyenne, 1 050 000 m <sup>3</sup> au total Durée : 30 ans.
2515-1	E	Installations de broyage, concassage, criblage [...] de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 200 kW : <ul style="list-style-type: none"><li>• Groupe mobile comprenant un concasseur et un crible ;</li><li>• Haveuse mobile.</li></ul>

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2517	E	Station de transit, tri, regroupement de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Superficie de l'aire de transit : 16 000 m <sup>2</sup> .

(\*) A : autorisation ; E : Enregistrement

#### Article 1.2.2. Liste des opérations autorisées au titre de la loi sur l'eau

Les installations concernées relèvent du régime de la déclaration, au titre des rubriques IOTA suivantes de l'annexe de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Régime (*)	Nature de l'activité	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1.1.1.0.	D	<b>Sondage, forage</b> [...], non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Création de 3 piézomètres en amont et aval du projet d'extension pour la surveillance environnementale des eaux souterraines
2.1.5.0.	D	<b>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol</b> : 1 ha < S < 20 ha.	Surface totale du projet, augmentée de la surface du bassin naturel/écoulements interceptés : 8,6 ha environ

(\*) D : Déclaration

#### Article 1.2.3. Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur les parcelles de la commune de Porcieu-Amblagnieu désignées ci-dessous :

Lieu-dit	Section	Numéro de parcelle	Superficie totale de la parcelle	Surface comprise dans l'emprise ICPE
Le Combeau	B	47 pp	7 481 m²	5 147 m²
		745 pp	124 056 m²	73 000 m²
TOTAL				78 147 m²

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé (annexe 1).

#### Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

La présente autorisation vaut pour une exploitation sur une durée de 30 ans, remise en état comprise, et un volume annuel d'extraction maximal de 86 500 t/an.

Nature des matériaux	:	Granulats et pierres de taille
Superficie de l'emprise sollicitée	:	78 147 m <sup>2</sup>
Hauteur maximale des fronts	:	15 m avec une pente maximale de talus de 80° (5V/1H)
Largeur minimale des banquettes	:	3 m en fin d'exploitation

Largeur moyenne des pistes	:	10 m
Pente maximale des pistes	:	10,00 %
Cote minimale d'extraction	:	250 m NGF
Gisement total	:	940 000 m <sup>3</sup> environ
Production annuelle maximale	:	86 500 t/an
Utilisation d'explosifs pour le brut d'abattage: (granulats)	:	Fréquence moyenne d'1 tir / mois. Total annuel variant entre 8 et 10 tirs.
Découpe des pierres de taille	:	Haveuse mobile
Installations de traitement des matériaux	:	Groupe mobile constitué d'un concasseur et d'un crible (puissance > 200 kW)
Volume de stériles de production (< 3 %): généré sur 30 ans	:	31 000 m <sup>3</sup> environ
Volume de stériles de découverte généré sur: 30 ans	:	6 800 m <sup>3</sup> environ
Apport de matériaux inertes non recyclables: pour le remblayage et le réaménagement final	:	37 500 m <sup>3</sup> /an en moyenne 1 050 000 m <sup>3</sup> environ sur 30 ans
Cote maximale finale des remblais	:	276 m NGF
Pente maximale des remblais	:	33° (2V/3H)
Remise en état	:	A vocation naturelle et paysagère avec aménagements favorables à la biodiversité (mares, hibernacula, végétalisation des remblais et talus) et à visée pédagogique (sentier thématique, belvédère et table d'orientation, aménagement pédagogique des mares).

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire.

### CHAPITRE 1.3. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté à la société CARRIÈRES RHÔNE-ALPES.

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour **une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté**. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du code du patrimoine.

## **CHAPITRE 1.4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.5. MODIFICATIONS**

### **Article 1.5.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

### **Article 1.5.3. Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles empêcheront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Pour les carrières, le changement d'exploitant étant soumis à autorisation préalable, le nouvel exploitant adresse au préfet une demande d'autorisation accompagnée des documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

## **CHAPITRE 1.6. INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.7. CONTRÔLES ET ANALYSES**

Conformément aux articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.



## **CHAPITRE 1.8. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 10 années au minimum.

## **CHAPITRE 1.9. RÉGLEMENTATION**

Les arrêtés ministériels du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 sont applicables aux installations objet du présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la mairie, la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

## **CHAPITRE 1.10. GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **Article 1.10.1. Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments, les installations et les engins sont entretenus en permanence.

### **Article 1.10.2. Jours et horaires de fonctionnement**

Les activités d'extraction, de traitement des matériaux et de commercialisation fonctionnent entre 7h30 et 17h du lundi au vendredi, hors week-end et jours fériés.

Les horaires d'ouverture du site (accueil des camions) seront les mêmes.

### Article 1.10.3. Accès, voirie publique, circulation interne

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la sortie du site. La signalisation horizontale au sol du stop est visible et maintenue en bon état.

Les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie inférieure à 5 mm sont bâchées avant de sortir du site.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cet effet, les pistes internes au site sont arrosées en tant que de besoin, une zone de lavage de roues des véhicules est mise en place avant leur sortie sur la voie publique ou tout autre dispositif équivalent comme la pose d'enrobés avec arrosage sur une certaine distance sur la piste de la carrière avant la sortie, et la voirie publique est immédiatement nettoyée en cas de salissures et boues constatées liées à l'exploitation du site.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site). La circulation sur la plateforme industrielle se fait à sens unique. Le passage en bascule avant et après chargement est obligatoire (un seul sens d'accès à la bascule).

La vitesse des camions est limitée à 25 km/h sur site.

Les itinéraires des camions sont spécifiés depuis la carrière.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

### Article 1.10.4. Moyen de pesée

Le site dispose d'un moyen de pesée (pont bascule en entrée de site) permettant de quantifier le tonnage de matériaux extraits commercialisés et des matériaux inertes admis pour recyclage et remblayage. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

### Article 1.10.5. Sécurité du public, clôtures

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit (portail fermé).

Le site est inaccessible au public avec la mise en place d'une clôture solide mais également perméable pour la faune. Il s'agit de clôtures type clôture à bétail (fils lisses) afin qu'elles ne génèrent pas de risque de blessure pour la faune. Un espace est respecté en pied de clôture (15 cm minimum) pour permettre le passage de la petite faune. Ces clôtures sont implantées au plus près du périmètre exploitable lors de chaque phase, et non pas au niveau des limites du périmètre de la demande.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### Article 1.10.6. Commission locale d'information et de suivi

Une commission locale d'information et de suivi est mise en place et composée de représentants de la commune de Porcieu-Amblagnieu, d'une association locale de protection de l'environnement représentative, de représentants des riverains, du préfet (DREAL, ARS, DDT) et de l'exploitant est constituée.

Elle se réunit en tant que de besoin à la demande de l'un de ses membres et au moins une fois tous les 3 ans.

L'invitation comportant un ordre du jour, sera transmise par l'exploitant à tous les membres, au moins quinze jours avant la commission. Toute personne compétente, à la demande d'une des parties prenantes et avec l'accord de l'exploitant, pourra être conviée, aux réunions de la commission. L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi environnemental de son activité.

## **Titre 2 — Prévention de la pollution atmosphérique**

### **CHAPITRE 2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes, en tant que de besoin :

- les surfaces à nu sont limitées avec la réalisation des travaux de décapage et de réaménagement à l'avancement de l'exploitation ;
- les pistes sont arrosées lorsque les conditions météorologiques l'imposent ;
- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées, entretenues et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des poids-lourds et engins de carrière est limitée à 25 km/h sur la voirie d'accès à la carrière, sur les pistes et à l'intérieur de l'emprise de la carrière ;
- les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie exclusivement inférieure à 5 mm sont bâchées avant d'entrer et de sortir du site ;
- les matériaux sont stockés sur de faibles hauteurs ;
- les stockages de matériaux fins sont humidifiés par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite ;
- maintien des bandes boisées qui ceinturent le site ;
- l'entretien régulier des camions et des engins de la carrière ;
- la mise en place d'un système de décroûtage des roues des camions en sortie de site avec la pose d'enrobés et un arrosage adapté sur une distance suffisante,
- le balayage régulier et autant que nécessaire de la voirie communale en sortie de carrière.

### **CHAPITRE 2.2. PRÉVENTION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES À L'INSTALLATION DE TRAITEMENT**

La conception et la fréquence d'entretien des installations de traitement doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours.

Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les dispositifs de rabattement de poussières sur les installations de traitement mobiles sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Si des installations de traitement des matériaux et des déchets inertes non dangereux disposant de points de rejets canalisés sont mises en place sur le site, les dispositions des articles 38, 40, 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 s'appliquent.

## CHAPITRE 2.3. PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a),
- une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b),
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois par un organisme agréé.

Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le présent article.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ .

La valeur limite à ne pas dépasser est de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des stations de mesure installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées en continu (résolution horaire au minimum) par une station météorologique représentative ou dédiée. La mise en œuvre d'une station météorologique dédiée sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

## **Titre 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

### **CHAPITRE 3.1. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Le ravitaillement, le petit entretien et le stationnement des engins de chantier en activité est réalisé sur une aire bétonnée étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ce séparateur doit faire l'objet d'un entretien régulier (une fois par an au moins).

La maintenance des engins est réalisée en dehors du site de la carrière du Combeau.

Le stockage d'hydrocarbures sur le site est interdit.

Le ravitaillement des groupes mobiles de traitement des matériaux se fait en bord à bord sur un bac étanche mobile.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire (kits anti-pollution) doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

### **CHAPITRE 3.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU**

Les seuls besoins en eau sur la carrière concernent les eaux sanitaires du personnel, dont l'approvisionnement est assuré par le réseau public d'adduction d'eau potable.

Il n'y a pas de lavage de matériaux sur le site, donc aucune eau de procédé.

Aucun prélèvement d'eau au milieu naturel n'est autorisé sur le site.

L'arrosage des pistes et aires de manœuvre se fera au moyen des eaux de pluie récupérées dans le bassin d'orage présent sur le carreau ou bien d'une citerne arroseuse.

### **CHAPITRE 3.3. TRAITEMENT DES EAUX**

#### **Article 3.3.1. Traitement des eaux sanitaires**

Au niveau des bureaux, les eaux sanitaires sont traitées avant rejet par un dispositif d'assainissement autonome dimensionné à ces fins et régulièrement contrôlé.



### Article 3.3.2. Gestion des eaux de ruissellement

Les eaux des dispositifs d'abattage des poussières sur l'installation de traitement et celles dispersées par la tonne à eau sur les pistes et sur la plateforme industrielle sont directement absorbées par le matériau ou infiltrées dans le sol.

Les eaux de ruissellement pluvial de la carrière sont dirigées vers des bassins d'eaux pluviales aux points bas des différentes zones (extraction / plateforme) où naturellement, elles décanteront puis s'évaporeront ou s'infiltreront.

Pour la zone en extraction :

Des zones préférentielles d'accumulation des eaux sur les banquettes pour décantation et infiltration seront mises en place au fur et à mesure de l'exploitation.

Un bassin d'orage pérenne demeurera positionné dans la zone d'extraction côté sud de la zone tout au long de l'avancement de l'exploitation car se situant sur le point bas de la zone. Les eaux de ruissellement du carreau et de la piste principale s'y accumulent et décanteront.

L'exploitation se faisant en dent creuse, aucune eau de ruissellement ne sort du site.

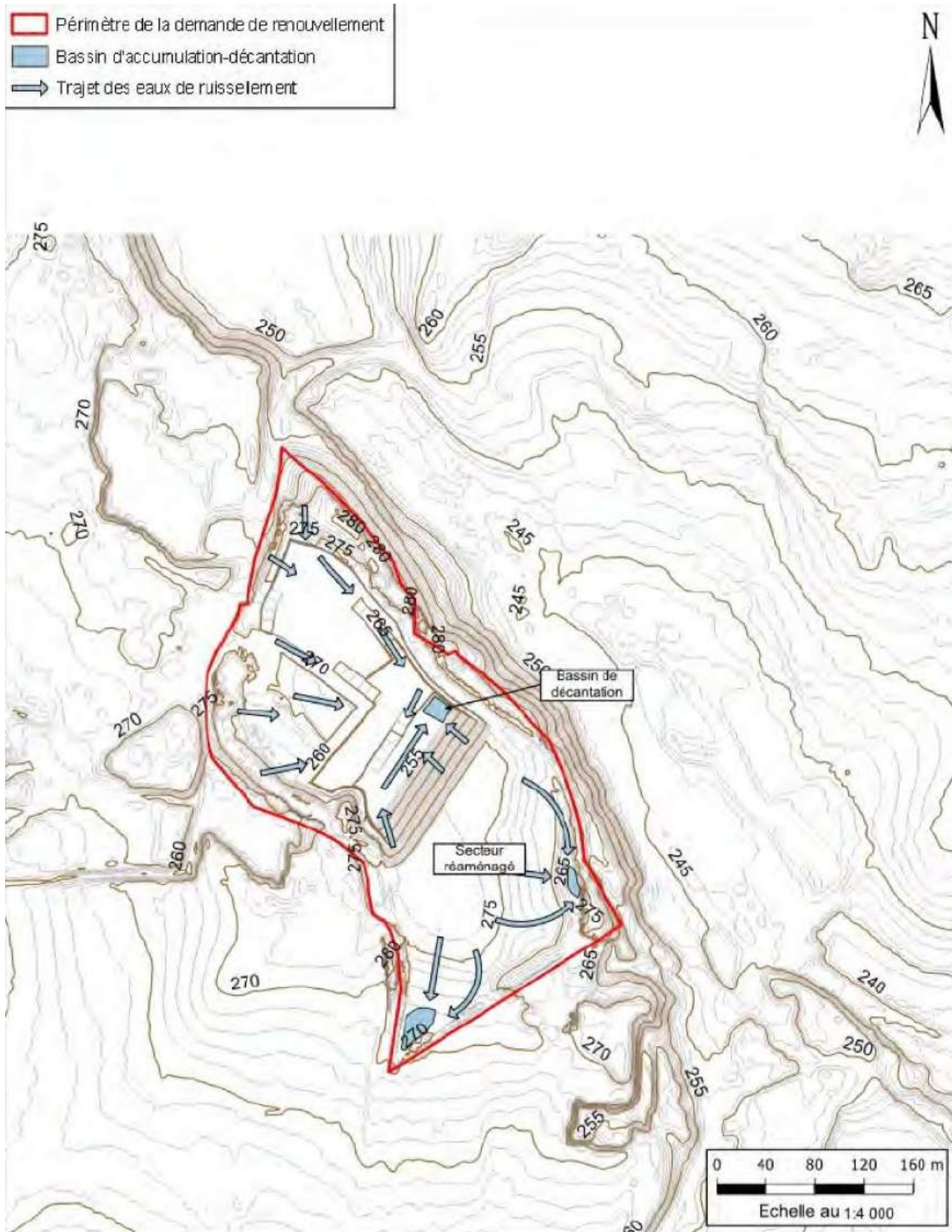


Schéma de principe de gestion des eaux pluviales de ruissellement sur le site  
 (extrait de l'Etude d'impact - GeoPlusEnvironnement, juillet 2024)

### Article 3.3.3. Rejet d'eau dans le milieu naturel

Aucune eau n'est rejetée vers le milieu naturel.

### Article 3.3.4. Qualité des eaux collectées

Les éventuels résidus d'hydrocarbures à la sortie du séparateur d'hydrocarbures en sortie de l'aire étanche sont récupérés au moins une fois par an par un éliminateur agréé.

Les eaux de ruissellement collectées dans les différents bassins et points bas, avant infiltration progressive dans le sol, respectent les valeurs limites suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle.

Si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs limites, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle.

Si un résultat d'une analyse est supérieur à une des valeurs limites, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.

## CHAPITRE 3.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

### Article 3.4.1. Modalités de surveillance

L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi permettant à la fois la mesure du niveau des eaux souterraines et le prélèvement pour l'analyse physico-chimique.

Ce réseau comporte 3 piézomètres et permet une surveillance des eaux souterraines. Les emplacements choisis pour ces ouvrages doivent être pérennes (non remis en cause par l'exploitation de la carrière).

La surveillance comprend :

- une mesure mensuelle du niveau des eaux souterraines ;
- une analyse de l'ensemble des paramètres suivants deux fois par an, l'une en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux :
  - température, conductivité, pH,
  - concentration des matières en suspension (MES),
  - oxygène dissous,
  - demande chimique en oxygène (DCO),
  - demande biologique en oxygène (DBO<sub>5</sub>),
  - concentrations en ammonium, azote kjeldhal, nitrates, nitrites, hydrocarbures totaux (C10 à C40), Mn, Al, acrylamide, Fe total, sulfates (SO<sup>2-</sup>), chlorures, fluorures, indices phénols, COT, COHV, As, Ba, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, HAP.

La mesure de niveau est réalisée avec des sondes piézométriques ou des sondes enregistreuses installées dans les ouvrages. Les sondes enregistreuses sont vérifiées et étalonnées périodiquement.

Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant.

En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

L'organisme procède également, à une mesure du niveau piézométrique lors de son intervention, qui vient se rajouter aux mesures mensuelles à la charge de l'exploitant, si elle n'a pas lieu le jour prévu pour celles-ci.

L'exploitant s'assure que l'organisme choisi respecte bien ces dispositions.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé selon les normes en vigueur.

Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé, sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée,
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après les derniers apports de remblais.

#### Article 3.4.2. Information de l'inspection des installations classées

Tout niveau piézométrique mesuré mettant en cause le maintien d'une épaisseur de gisement de 3 mètres au-dessus du niveau de la nappe est porté sans délai à la connaissance de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.4.3. Dispositions applicables aux forages accueillant les piézomètres du réseau de surveillance

L'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique « 1.1.1.0 » de la nomenclature IOTA s'applique aux forages à réaliser pour le réseau de surveillance de la nappe souterraine, notamment pour leur réalisation, leur équipement et l'abandon de ces ouvrages.

## **Titre 4 - Déchets**

### **CHAPITRE 4.1. DÉCHETS**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges, pneumatiques usagés, papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

### **CHAPITRE 4.2. PLAN DE GESTION DES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES**

Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Il est transmis au préfet ainsi que les révisions.



## **Titre 5 — Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses**

### **CHAPITRE 5.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### Article 5.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### Article 5.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.  
Les avertisseurs de recul sont du type « cri du lynx ».

#### Article 5.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 5.2. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS SONORES**

#### Article 5.2.1. Surveillance des émissions sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer les niveaux de bruit dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :

- Une première mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté dans les conditions normales d'exploitation (fonctionnement de la carrière et des installations de traitement des matériaux).
- La fréquence des mesures est ensuite annuelle.
- Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.
- Si le résultat d'une mesure en limite de propriété ou en zone à émergence réglementée dépasse une valeur limite, la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification

de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

#### Article 5.2.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Article 5.2.3. Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### Article 5.2.4. Niveaux limites de pression acoustique de crête lors des tirs de mines

Le niveau de pression acoustique de crête est le niveau de la valeur maximale de la pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle C.

Afin de limiter la gêne due aux tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié lors du premier tir, avec comme objectif d'atteindre dans les ZER, lors des prochains tirs et si ce n'est pas le cas, des valeurs de niveaux de pression inférieurs à 125 dB<sub>C</sub>.

### CHAPITRE 5.3. VIBRATIONS

#### Article 5.3.1. Vibrations (hors tirs de mines)

L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés conformément aux dispositions des articles 48 à 51 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515.

### Article 5.3.2. Vibrations (lors des tirs de mines)

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, toujours vers la même heure (10h00 / 12h00).

Le nombre de tir est limité à 12 tirs par an.

Le maillage des trous de tirs est de 3 m x 3 m, sur une profondeur moyenne de foration de 3 m.

La charge unitaire maximale (masse active par trou) d'explosif est inférieure à 20 kg.

La charge maximale totale par tir est de 1000 kg.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE (en Hz)	PONDÉRATION DU SIGNAL
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les mesures sont réalisées au niveau des habitations les plus proches.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point.

Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

- la date et l'heure de tir,
- les vitesses particulières,
- le lieu de l'enregistrement,

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima, la commune et la gendarmerie, selon des modalités prédéfinies, au moins 24 heures ou 2 jours à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux de vibrations conformes.

## CHAPITRE 5.4. ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

Les éclairages sont évités autant que possible et, si nécessaires, sont limités aux stricts impératifs de sécurité et non orientés vers les milieux naturels.

Les éclairages éventuels respectent les dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

## **Titre 6 — Prévention des risques**

### **CHAPITRE 6.1. SUBSTANCES DANGEREUSES**

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux.

### **CHAPITRE 6.2. LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles, sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie. Ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.

Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

La configuration de l'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

Les abords de la zone en cours d'exploitation seront régulièrement débroussaillés sur une largeur de 10 mètres.

### **CHAPITRE 6.3. PLANS ET CONSIGNES**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » en respectant les règles d'une consigne particulière ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre de déchets verts, déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides) ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- La localisation des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

### **CHAPITRE 6.4. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

## **CHAPITRE 6.5. PRÉVENTION DES RISQUES DE PROJECTION LORS DES TIRS DE MINES**

Avant chaque tir, l'exploitant et l'entreprise chargée du minage s'assurent de l'absence de passants (promeneurs, agriculteurs...) sur les voies d'accès à la carrière, les chemins forestiers et les chemins de desserte. Lors des tirs mines, l'accès au site et aux zones dangereuses sont bloqués par le personnel de la carrière.

Avant chaque tir de mines, un signal sonore prévient de l'imminence du tir (trois coups de sirène). Une fois le tir réalisé et après vérification de l'absence d'anomalie, un signal sonore (un coup de sirène) est émis pour lever les dispositions liées à la sécurité et à l'interdiction d'accès.

## **Titre 7 — Conditions d'exploitation**

### **CHAPITRE 7.1. AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES**

#### **Article 7.1.1. Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,
- la liste des déchets inertes autorisés.

#### **Article 7.1.2. Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **Article 7.1.3. Travaux préliminaires à l'exploitation**

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 7.1.1 à 7.1.2 ainsi qu'à la mise en place du réseau de surveillance de la nappe souterraine mentionnée au chapitre 3.4.

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Porcieu-Amblagnieu la mise en service de la carrière.

Le document mentionné à l'article 9.2.3. Garanties financières est adressé au préfet dès la mise en activité de la carrière.

### **CHAPITRE 7.2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION**

#### **Article 7.2.1. Phasage d'exploitation**

L'exploitation est menée en 6 phases successives de cinq années chacune.

Les plans de phasage d'exploitation sont reportés en annexe.



Phase	Volume de stériles de découverte (m³)	Volume de gisement calcaire (m³)	Volume de stériles de production (m³)	Volume de matériaux inertes extérieurs (m³)	Travaux réalisés
1 - T0+5 ANS	2 000	174 000	5 500	187 500	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approfondissement de la partie Sud du site jusqu'à 250 m NGF ;</li> <li>• Remblaiement de la partie Sud du site jusqu'à la cote 272 m NGF.</li> </ul>
2 - T0+10 ANS	500	166 000	5 500	187 500	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de l'exploitation en direction du Nord-Ouest (approfondissement jusqu'à 250 m NGF) ;</li> <li>• Poursuite du remblaiement (cote maximale 276 m NGF).</li> </ul>
3 - T0+15 ANS	1 800	172 000	5 500	187 500	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de l'exploitation en direction du Nord-Ouest (approfondissement jusqu'à 250 m NGF) ;</li> <li>• Poursuite du remblaiement (cote maximale 276 m NGF).</li> </ul>
4 - T0+20 ANS	2 500	158 000	5 500	187 500	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de l'exploitation en direction du Nord-Ouest (approfondissement jusqu'à 250 m NGF) ;</li> <li>• Poursuite du remblaiement (cote maximale 276 m NGF).</li> </ul>
5 - T0+25 ANS	0	175 000	5 500	187 500	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de l'exploitation en direction du Nord-Ouest (approfondissement jusqu'à 250 m NGF) ;</li> <li>• Poursuite du remblaiement (cote maximale 276 m NGF).</li> </ul>
6 - T0+30 ANS	0	95 000	3 500	112 500	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation de l'extraction de l'extrémité Nord du site ;</li> <li>• Finalisation du réaménagement du site.</li> </ul>
<b>TOTAL</b>	<b>6 800</b>	<b>940 000</b>	<b>31 000</b>	<b>1 050 000</b>	

#### Article 7.2.2. Mode d'exploitation

L'exploitation est menée à ciel ouvert, hors d'eau, en dent creuse. Elle se fera à l'aide d'engins mécaniques et d'explosifs.

L'extraction du gisement se poursuivra :

- Les roches destinées à la production de granulats sont abattues à l'aide d'explosifs et, si nécessaire, d'un brise-roches hydraulique (BRH) pour casser les plus gros blocs. Le brut d'abattage est ensuite repris à la pelle pour être traité dans les installations de traitement (concassage et criblage) ;
- Les roches destinées à la production de pierres de taille sont exploitées à la haveuse. Les blocs ainsi découpés sont ensuite transportés par chargeur et stockés sur le site.

Les fronts en cours d'extraction auront une hauteur maximale de 15 mètres avec une pente maximale de talus d'environ 80° (5V/1H).

La largeur des banquettes sera de 5 mètres minimum et sera ramenée en fin d'exploitation à 3 mètres.

La cote d'extraction atteindra en profondeur 250 m NGF en point bas.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. Toute extraction est sous-cavage est interdite.

#### Article 7.2.3. Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.



Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### CHAPITRE 7.3. REGISTRES ET PLANS

Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 35 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre,
- l'emplacement des fronts de taille,
- les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,
- les zones décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, installations de traitement, bassins, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.

Les surfaces des différentes zones (décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état, remises en état) sont consignées dans une annexe à ce plan en fin de phase quinquennale. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 7.4. ADMISSION DE MATÉRIAUX MINÉRAUX ET DE DÉCHETS INERTES NON DANGEREUX EXTÉRIEURS POUR RECYCLAGE ET REMBLAYAGE DU SITE

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes extérieurs et l'utilisation des stériles de découverte et de production sont autorisés en remblayage dans les limites définies à l'article 1.2.4 du présent arrêté.

#### Article 7.4.1. Généralités

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Afin de garantir le réaménagement envisagé, l'exploitant acceptera sur la carrière des matériaux inertes issus du BTP local. Un total de 1 050 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes (soit environ 1 600 000 tonnes, en considérant une densité de 1,5) sera utilisé dans le cadre du réaménagement de la carrière (remblaiement).

La quantité de matériaux accueillis pour remblayage sur le site sera de 37 500 m<sup>3</sup>/an au maximum, soit un apport de 56 250 t/an au maximum.

	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6	TOTAL
Durée	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	30 ans
Volume d'inertes extérieurs	187 500 m <sup>3</sup>	187 500 m <sup>3</sup>	187 500 m <sup>3</sup>	187 500 m <sup>3</sup>	187 500 m <sup>3</sup>	112 500 m <sup>3</sup>	1 050 000 m <sup>3</sup>
Tonnage	281 250 t	281 250 t	281 250 t	281 250 t	281 250 t	168 750 t	1 575 000 t

#### Article 7.4.2. Conditions d'admission

Ne peuvent être admis que les déchets non dangereux inertes qui respectent les dispositions du présent arrêté. Aucun déchet dangereux ou non dangereux non inerte n'est admis dans l'installation.

Les seuls déchets admissibles en remblayage sont :

code DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Les déchets admissibles pour le recyclage sont :

code DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Les déchets interdits sur le site sont :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobés relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets,
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C,
- des déchets non pelletables,

- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent,
- des déchets radioactifs.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, au moment de l'acceptation préalable, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable,
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 figurant en annexe du présent arrêté.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET,
- l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée en tonnes,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 modifiée.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée ci-dessous.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception,
- l'accusé d'acceptation des déchets,
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 modifiée,
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 7.4.3. Conditions d'exploitation des remblais

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 7.4.2. suivant une grille de 50 mètres par 50 mètres maximum. Ce plan coté en plan permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumises aux intempéries.

Afin d'éviter le ravinement des talus, ceux-ci serontensemencés aussi rapidement que possible.

L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

### **CHAPITRE 7.5. LUTTE CONTRE LES ESPÈCES VÉGÉTALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°38-2019-07-30-004 du 30 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambroisie dans le département de l'Isère s'appliquent à l'installation.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (Ambroisie, Buddleia, Renouée du Japon...) en :

- formant les employés du site à la problématique des espèces envahissantes et à la reconnaissance des principales espèces ci-avant citées ;
- nettoyant les engins de chantier à l'issue de la phase de débroussaillage/décapage ; soit sur place sur l'aire étanche à l'aide d'un nettoyeur haute-pressure de type « karcher », soit en étant transportés sur une remorque, après un décrottage préalable en sortie de la zone de travaux, jusqu'aux ateliers de maintenance de l'entreprise où un nettoyage complet des essieux et des chaînes est effectué ;
- ensemencant les zones mises à nu arrivées à leurs côtes définitives, avec un mélange de graines de pelouses sèches ou de prairies mésophiles locales pour éviter la colonisation par les espèces exotiques envahissantes ;
- limitant la fauche du couvert végétal pour ne pas laisser de place à l'ambroisie ;
- éradiquant les plants se développant malgré ces précautions par les moyens adaptés (suppression manuelle ou mécanique, fauche répétée durant toute la période végétative, bâchage, plantations concurrentes, écorçages...) selon les prescriptions de l'écologue.

Une surveillance des espèces exotiques envahissantes et des haies champêtres est réalisée à raison d'un passage deux fois par an de suivi écologique.

## **Titre 8 – Dispositions particulières relatives à la préservation de la flore et de la faune**

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires, opérant dans le cadre du projet de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de roche massive calcaire du « Combeau » et de son approfondissement sur la commune de Porcieu-Amblagnieu respectent dans les engagements en faveur de la faune et de la flore de l'étude d'impact, sous réserve des prescriptions ci-dessous.

Les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivis sont localisées en annexe.

Les mesures ci-dessous sont systématiquement mises en œuvre avec l'accompagnement d'un écologue.

### **CHAPITRE 8.1. MESURES D'ÉVITEMENT**

Afin de limiter l'impact des travaux sur les milieux naturels sensibles identifiés lors des inventaires écologiques, les mesures d'évitement suivantes sont mises en œuvre, a minima, durant toute la durée d'exploitation.

#### **Mesure E1 : Évitement des zones sensibles**

Le projet d'exploitation de la carrière a été conçu de façon à éviter certaines zones sensibles qui seront conservées durant toute la durée d'exploitation, et notamment :

- la faible surface de boisement située au nord-est du périmètre immédiat et constituant un prolongement du boisement plus vaste du périmètre élargi ;
- les fourrés s'étant développés sur les fronts au sud-ouest du périmètre immédiat.

Cette mesure permet le maintien d'habitats favorables à de nombreuses espèces communes d'oiseaux des milieux boisés (mésanges, rouge-gorge familier, pinson des arbres, grimpereau des jardins...) et semi-ouverts (linotte mélodieuse), à l'écureuil roux, aux reptiles, aux lépidoptères et aux chiroptères (chasse).

#### **Mesure E2 : Adaptation des périodes de débroussaillage**

Les travaux de débroussaillage, de décapage, et d'entretien des milieux arborés et semi-ouverts sont réalisés entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre.

Les habitats concernés par les travaux de décapage et de débroussaillage sont notamment : E5.1 végétations herbacées anthropiques ; F3.13 fourrés sur sols pauvres.

### **CHAPITRE 8.2. MESURES DE RÉDUCTION**

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de réduction ci-dessous.

#### **Mesure R1 : Réaménagement coordonné**

- R1.1 : Création de milieux ouverts

Les remblais mis en place sur le site le sont en parallèle de l'avancée de l'exploitation et font l'objet d'une revégétalisation afin de restituer des habitats d'alimentation, voire de reproduction, pour de nombreuses espèces de faune et plus particulièrement des oiseaux des milieux ouverts et boisés, des lépidoptères et des orthoptères.

Les prairies de fauches sont restituées suivant les phases suivantes :

- 0,21 ha de gain en phase 1 ;
- 0,861 ha de gain en phase 2 (1,071 ha de surface cumulée par phase après perte et gain) ;
- 0,876 ha de gain en phase 3 (1,947 ha de surface cumulée par phase après perte et gain) ;
- 0,76 ha de gain en phase 4 (2,707 ha de surface cumulée par phase après perte et gain) ;
- 0,634 ha de gain en phases 5 et 6 (3,341 ha de surface cumulée par phase après perte et gain).

Une fois restitués, les milieux font l'objet d'une gestion écologique jusqu'à la fin de l'exploitation selon les modalités développées en mesure R5.

Ces milieux sont maintenus à l'issue de l'exploitation selon les modalités prescrites en mesure A1.

- **R1.2 : Maintien de milieux aquatiques**

Les milieux aquatiques servant actuellement d'habitats au pélodyte ponctué et à la grenouille rieuse sont amenés à disparaître dans le cadre du réaménagement coordonné. De manière générale, des milieux favorables à ces espèces (points d'eau temporaires et mares) doivent être restitués et demeurer fonctionnels pour ces espèces tout au long de la durée de l'exploitation de la carrière afin de garantir le maintien des populations.

La création de trois milieux aquatiques est réalisée dans le cadre du réaménagement final du site. Deux mares de petites dimensions sont situées au sud du périmètre immédiat et un vaste bassin est localisé au nord-est.

Afin d'assurer le maintien du pélodyte ponctué sur le site post-exploitation, les deux petites mares de petites dimensions doivent présenter les caractéristiques d'un habitat pionnier. Le sol à proximité des berges est dépourvu de végétation et la profondeur de l'eau doit être inférieure à 50 cm et idéalement comprise entre 10 et 20 cm. La superficie de cette mare pionnière est comprise entre 0,5 et 0,25 m<sup>2</sup>.

Ces milieux sont maintenus à l'issue de l'exploitation selon les modalités prescrites en mesure A1.

Les mares prévues en réaménagement dans la pointe sud et qui constituent actuellement un habitat de reproduction pour les amphibiens, sont aménagées dès que possible en phase 1. Elles sont aménagées à l'automne pour pouvoir être fonctionnelles au printemps pendant la période de reproduction suivante.

Pendant toute la durée de l'exploitation, d'autres points-bas, qui forment des mares, sont créés et maintenus, au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. La taille et la localisation exacte de ces points-bas, qui dépendent beaucoup de l'évolution de l'exploitation et des conditions pluviométriques, ne peuvent être prévues à l'avance mais celles-ci doivent permettre aux populations de se maintenir dans un bon état de conservation.

Avant toute destruction de points d'eau (du fait de la progression du remblaiement de la carrière), de nouveaux points bas accueillant les eaux de ruissellement sont aménagés sur le carreau d'exploitation, de façon à maintenir à tout moment un lieu favorable aux amphibiens. Cela permet de s'assurer de la présence continue de milieux favorables, en complément des mares déjà réaménagées. Les points-bas sont remblayés en automne avec la présence d'un écologue.

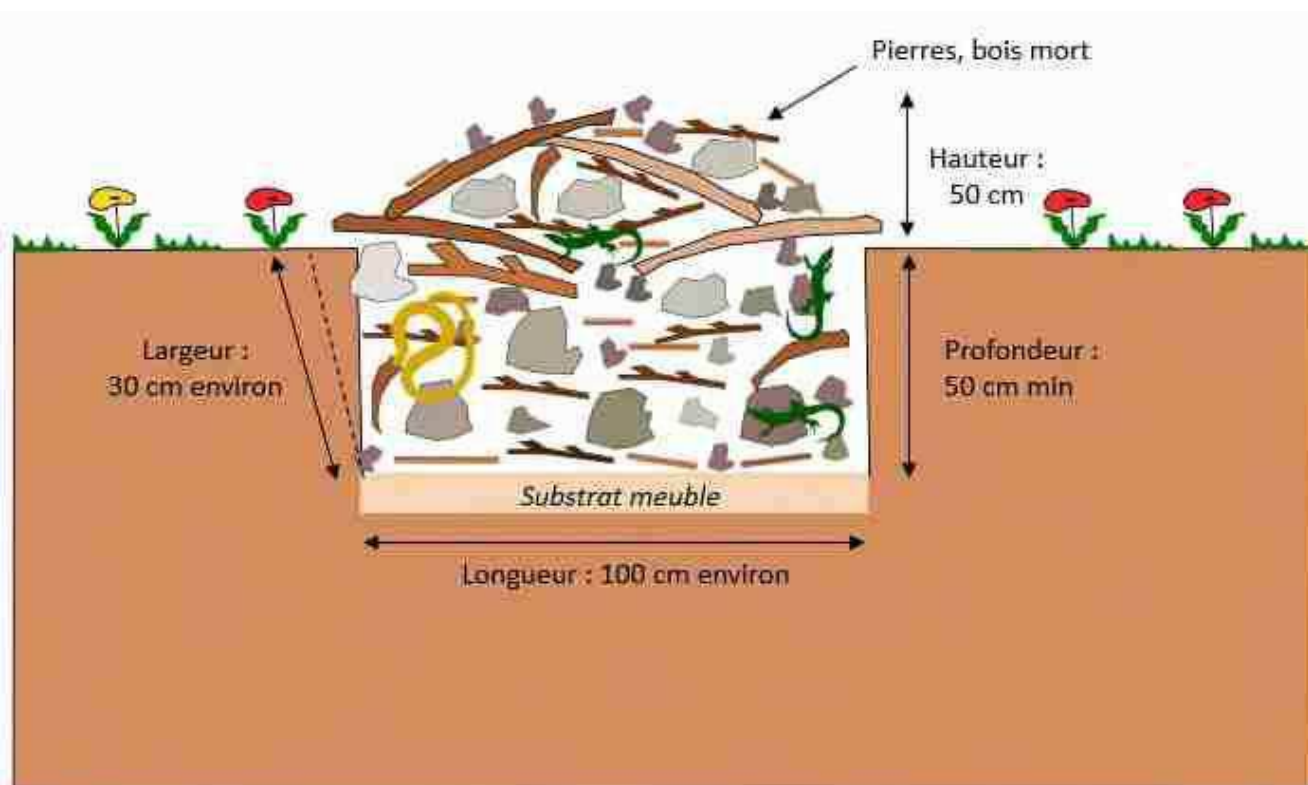
## **Mesure R2 : Création d'hibernacula**

Au cours de l'exploitation, des hibernacula sont créés, au minimum 3 hibernacula sont présents en permanence au sein de la carrière en exploitation. Ils sont utilisés principalement par l'herpétofaune, mais également par les micromammifères et l'entomofaune. Cette mesure permet d'offrir des zones de refuge aux espèces utilisant la carrière.

Ces hibernacula sont intégrés dans les parties qui ne sont pas exploitées pendant la phase de travaux. Les hibernacula sont créés directement sur place, avec l'aide des pierres présentes et éventuellement avec du bois mort. Ils sont orientés le plus au soleil possible, donc avec une orientation vers le sud, le sud-est ou le sud-ouest. Par ailleurs, ils sont positionnés à proximité de corridors écologiques qui sont principalement des haies et fourrés sur ce site.



Pour créer des hibernacula adéquats, creuser au préalable une dépression d'une cinquantaine de centimètres de profondeur, au fond de laquelle disposer des pierres de différentes tailles et du bois en surface. Des creux de diamètres différents sont laissés au sein des hibernacula afin de permettre la circulation de différentes espèces (cf. schéma de principe ci-dessous).



Le nombre et la localisation des hibernacula peut être adapté en fonction des contraintes topographiques, de l'exposition au soleil et de l'évolution des habitats, selon les recommandations de l'écologie.

Ces milieux sont maintenus à l'issue de l'exploitation selon les modalités prescrites en mesure A1.

### **Mesure R3 : Gestion des eaux stagnantes**

Les éventuelles ornières et trous susceptibles d'accumuler de l'eau et situés en zones d'activité (piste de circulation notamment et zone d'exploitation où les engins circulent) et qui ne peuvent pas être évités sont nivelés afin de prévenir le risque que des amphibiens s'y trouvent et y soient détruits.

Dans le cas où ces milieux temporaires se formeraient et seraient colonisés par des amphibiens, ils sont balisés et évités jusqu'au départ des individus et la circulation doit être ralentie. Les individus de ces espèces sont protégés, aucune atteinte ne peut leur être portée s'ils s'installent dans ces milieux en période de reproduction (mars à juillet notamment).

### **Mesure R4 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes**

Pendant l'exploitation de la carrière, les travaux de remblayage, et durant les années suivant la fin de la remise en état, des précautions particulières sont mises en œuvre afin d'éviter le développement des espèces exotiques envahissantes. Les sols remaniés de la carrière sont limités, et les sols remblayés dans le cadre du réaménagement sont ensemencés rapidement.

L'origine des terres utilisées pour le remblayage est contrôlée afin d'éviter la propagation de nouvelles espèces exotiques envahissantes.

Des actions spécifiques sont mises en place concernant l'ambrosie à feuilles d'armoises, conformément à l'arrêté préfectoral n°38-2019-07-30-004 du 30 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambrosie dans le département de l'Isère. Les pieds sont détruits en utilisant des moyens non chimiques. L'arrachage manuel est priorisé sur la carrière (méthode efficace et

réalisable sur les différentes stations du site). Les conditions suivantes seront respectées lors de l'arrachage :

- les plants identifiés doivent être arrachés avant la période de floraison, pendant la période de croissance végétative, entre juin et juillet, afin d'éviter une exposition au pollen et d'éviter une propagation du pollen ;
- les déchets peuvent être compostés, méthanisés ou laissés sur place. L'arrêté recommande de les laisser sur place compte-tenu de la présence possible de graines autour des racines ;
- les personnes s'occupant de l'arrachage sont équipées de lunettes de protection et si besoin de masques anti-poussières ;
- un suivi des zones infestées est effectué après les actions d'arrachage.

Le suivi de cette espèce peut être réalisé par le personnel du site, une fois qu'il aura reçu une formation par un écologue sur la reconnaissance de l'espèce.

Un suivi des espèces exotiques envahissantes est réalisée par un écologue conformément aux modalités prescrites en mesure de suivi S1 et sert de base pour l'établissement du plan de lutte contre les espèces exotiques envahissantes mis en œuvre par le bénéficiaire.

### **Mesure R5 : Gestion écologique des milieux naturels ou semi-naturels en phase d'exploitation**

Les milieux naturels et sylvicoles non exploités sont gérés de façon écologique durant toute la durée d'exploitation. Aucun produit phytosanitaire n'est utilisé.

Les opérations consistant à entretenir les milieux arbustifs et arborés, comme de l'élagage par exemple, sont limitées et réalisées hors périodes sensibles de la faune, aux mois de septembre et d'octobre.

Les prairies créées dans le cadre du réaménagement font l'objet d'une gestion suivant les modalités suivantes :

- Périodicité : une fauche tous les deux ans, voire tous les ans. Celle-ci doit être réalisée en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune, donc après le 15 juillet et de préférence vers la fin de l'été ;
- Hauteur de fauche : la fauche ne doit pas être rase et au minimum 7 à 10 cm doivent être laissés ;
- Vitesse de fauche : celle-ci ne doit pas excéder 10 km/h afin de laisser suffisamment de temps aux espèces nicheuses au sol pour pouvoir s'enfuir ;
- Sens de la fauche : il est primordial de ne jamais réaliser une fauche centripète, c'est-à-dire une fauche commençant par la périphérie de la pelouse et se poursuivant de manière circulaire jusqu'au centre de la parcelle car cela piège les espèces à faible mobilité et entraîne donc une mortalité importante. Il faut donc faucher de l'intérieur vers l'extérieur ;
- Maintien de zones refuges non fauchées : La fauche peut engendrer des dégâts importants sur l'entomofaune si certaines précautions ne sont pas mises en place. Afin de ne pas nuire de manière importante aux lépidoptères et autres insectes susceptibles d'utiliser la pelouse sèche, des zones refuges non fauchées sont mises en place (au minimum à 10 % de la surface totale de la prairie). Par ailleurs, il est appréciable de maintenir des arbres isolés au sein de la prairie ;
- Exportation des déchets : l'exportation rapide de l'herbe est réalisée afin de limiter l'enrichissement du milieu en matière organique et donc l'expansion d'espèces eutrophiles peu communes.

## **CHAPITRE 8.3. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'accompagnement ci-dessous.

### **Mesure A1 : Gestion écologique du site à l'issue de l'exploitation**

Une fois l'exploitation et le réaménagement du site achevés, le site conserve un caractère naturel.

La plus-value écologique pour les milieux et les espèces de la remise en état est conservée pour une durée d'au moins 30 ans, en particulier en ce qui concerne la gestion durable des aménagements et milieux favorables à la biodiversité (mares, prairies, hibernacula, milieux semi-ouverts et boisements... notamment ceux issus des mesures E1, R1 et R2).

La gestion à mettre en œuvre à l'issue de l'exploitation s'effectue sur la base des prescriptions des mesures R4 et R5 mises en œuvre durant la durée d'exploitation. Les terrains sont rendus à leur propriétaire, à savoir la mairie de Porcieu-Amblagnieu, qui s'engage dans le maintien de cette remise en état à vocation naturelle, conformément à la délibération n°52-2024 du 14 octobre 2024. La responsabilité des aménagements et de l'entretien du site incombe au carrier.

Un suivi écologique des populations d'amphibiens et reptiles, ainsi qu'une lutte contre les espèces invasives est menée durant les premières années après la fin du réaménagement, dans le cadre du suivi environnemental mis en place sur le site (voir mesure de suivi S1). Les actions correctives adaptées sont mises en œuvre le cas échéant.

### **Mesure A2 : Sensibilisation du personnel**

Les équipes travaillant sur la carrière sont sensibilisées aux enjeux biodiversité du site.

Une formation est réalisée par un écologue pour permettre de reconnaître les espèces sensibles et plus particulièrement les espèces d'amphibiens présentes dans les points d'eau de la carrière. L'écologue présente également les espèces invasives présentes sur le site. L'objectif de la sensibilisation est également d'indiquer les mesures à mettre en place pour ces espèces.

Un document est remis lors de la formation par la carrière pour décrire les caractéristiques des espèces, les moyens de les reconnaître, leur cycle biologique, leurs statuts et les mesures à mettre en place.

Cette sensibilisation a lieu la première année suivant l'arrêté d'autorisation. Puis, elle est renouvelée tous les 5 ans pendant toute la durée de l'exploitation.

## CHAPITRE 8.4. SUIVI DES MESURES

### Suivi S1 : Suivi écologique

Un suivi écologique est réalisé par un écologue pour évaluer l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction.

Ce suivi porte principalement sur l'herpétofaune (amphibiens et reptiles) et les espèces exotiques envahissantes.

Il est mis en œuvre à  $T_0 + 2$ ,  $T_0 + 5$ ,  $T_0 + 10$ ,  $T_0 + 15$ ,  $T_0 + 20$ ,  $T_0 + 25$ , et à la remise en état. Il se poursuit à l'issue de la remise en état (passage annuel durant les 3 années suivant la remise en état puis 5 ans après).

Le suivi des amphibiens est réalisé en 2 passages au printemps. Les recherches s'effectuent aussi bien en milieu terrestre qu'en milieu aquatique, à tous les stades de développement, au travers de prospections visuelles dans les zones favorables (zones de ponte et de rassemblement) et de 2 sessions d'écoutes nocturnes au printemps pour les anoues (Grenouilles et Crapauds). Deux passages sont également réalisés pour les reptiles au cours de la période favorable qui s'étend de mai à septembre.

Le suivi des espèces exotiques envahissantes comprend deux passages : un au printemps et un à la fin de l'été afin de couvrir les différentes dates de floraison des espèces exotiques envahissantes recensées. Les stations d'espèces invasives sont localisées et une estimation du nombre de pied est présentée.

Au total, deux passages au printemps sont ainsi réalisés au minimum pour chaque suivi des amphibiens (avec une écoute nocturne lors de chaque passage), deux passages entre le milieu du printemps et l'été tardif pour chaque suivi des reptiles et deux passages pour chaque suivi des espèces exotiques envahissantes (un au printemps et l'autre à l'été tardif). Soit un total de 3 passages au minimum pour chaque année de suivi.

À la suite de chaque session de suivi, un compte rendu est rédigé par l'écologue.

À la fin de chaque année de suivi, ces comptes rendus sont synthétisés dans un rapport complet qui évalue la bonne application des mesures d'évitement et de réduction. Ce rapport permet d'évaluer chaque objectif du suivi et proposer des mesures correctrices si cela s'avérait nécessaire. Il inclut aussi un programme de lutte adapté contre les espèces exotiques envahissantes pour les années suivantes à mettre en œuvre par le bénéficiaire.

Les individus des espèces suivies sont comptabilisés et localisés, de même que leur milieu de vie. L'état de conservation des populations est notifié après chaque suivi et le plan de gestion est affiné en fonction des besoins pour chaque espèce. Les protocoles utilisés pour recenser les espèces sont (sauf exception justifiée) reconduits de la même façon à chaque suivi afin de garantir une homogénéité dans les résultats. Ces suivis permettent le cas échéant d'adapter les travaux de remise en état en fonction de l'évolution des enjeux écologiques identifiés.

Chaque année faisant l'objet d'un suivi prescrit par le présent arrêté conduit à la rédaction par l'écologue d'un rapport et à sa transmission systématique par le bénéficiaire au pôle PME de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi.

#### **Coordonnées de la DREAL :**

DREAL Auvergne Rhône-Alpes – Service EHN (Eau, Hydroélectricité et Nature)

Pôle PME (Préservation des Milieux et des Espèces)

Adresse postale : DREAL Auvergne Rhône-Alpes, EHN - 69 453 LYON CEDEX 06

mél. : [pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)

### CHAPITRE 9.1. REMISE EN ÉTAT

La remise en état est réalisée conformément au dossier complété de demande d'autorisation.

Le réaménagement final sera à vocation naturelle et paysagère avec des aménagements favorables à la biodiversité (mares, hibernacula, végétalisation des remblais et talus) et à visée pédagogique (sentier thématique, belvédère et table d'orientation, aménagement pédagogique des mares).

Le réaménagement sera coordonné à l'avancée de l'extraction.

Le plan de principe de la remise en état, ainsi qu'une coupe et une vue de son insertion paysagère sont présents en annexe.

### CHAPITRE 9.2. GARANTIES FINANCIÈRES

#### Article 9.2.1. Objet des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 9.2.2 ci-dessous, afin d'assurer :

- la remise en état du site après exploitation ;
- la surveillance du site ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

#### Article 9.2.2. Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, pour des périodes successives de cinq ans.

L'exploitation et la remise en état sont fixées selon le phasage d'exploitation et de remise en état figurant en annexe 2.

Le montant de références des garanties financières ( $C_R$ ), basé sur l'indice TP01 de septembre 2023, permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales en mode d'exploitation normal est :

- 240 901 € TTC pour la première période de 0 à 5 ans ;
- 215 753 € TTC pour la deuxième période de 5 à 10 ans ;
- 192 709 € TTC pour la troisième période de 10 à 15 ans ;
- 171 753 € TTC pour la quatrième période de 15 à 20 ans ;
- 136 970 € TTC pour la cinquième période de 20 à 25 ans ;
- 83 750 € TTC pour la sixième période de 25 à 30 ans.

Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe 4 présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- index TP01 de septembre 2023 ;
- et TVA =20 %.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

### Article 9.2.3. Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

### Article 9.2.4. Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement .

### Article 9.2.5. Actualisation des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

### Article 9.2.6. Modification du montant des garanties financières

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### Article 9.2.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### Article 9.2.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.



#### Article 9.2.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### CHAPITRE 9.3. CESSATION D'ACTIVITÉ

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions des articles R.512-75-1 et R.512-39-1 à R.512-39-5 du code de l'environnement lors de la cessation d'activité.

Les usages à prendre en compte sont les suivants : zone écologique naturelle.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

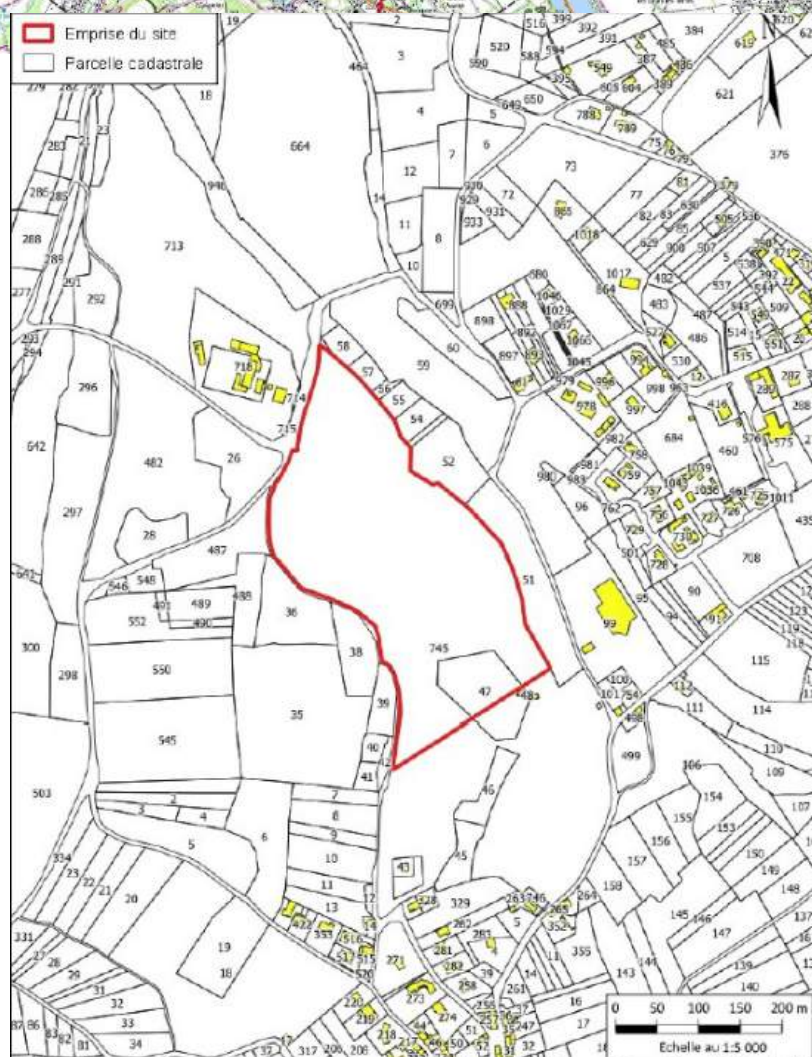
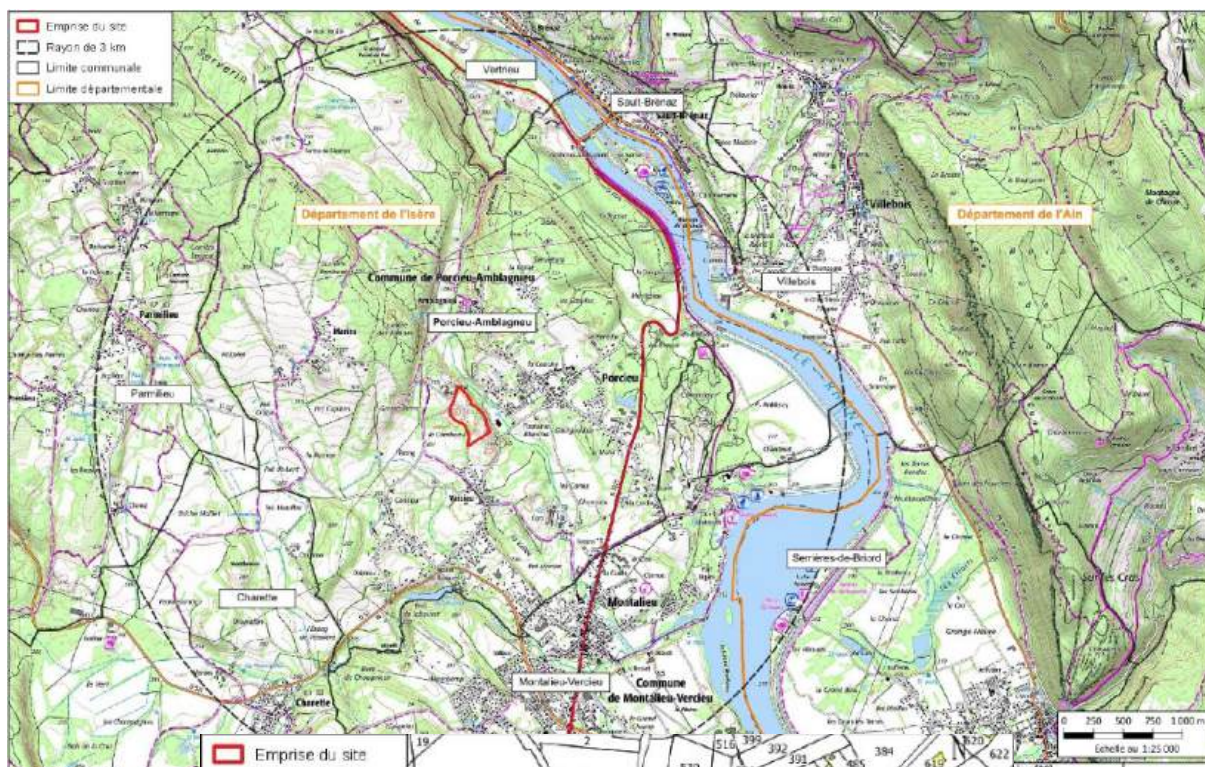
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

La notification est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (accompagné de photos) ;
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

## Annexe 1. Plan de situation et plan parcellaire



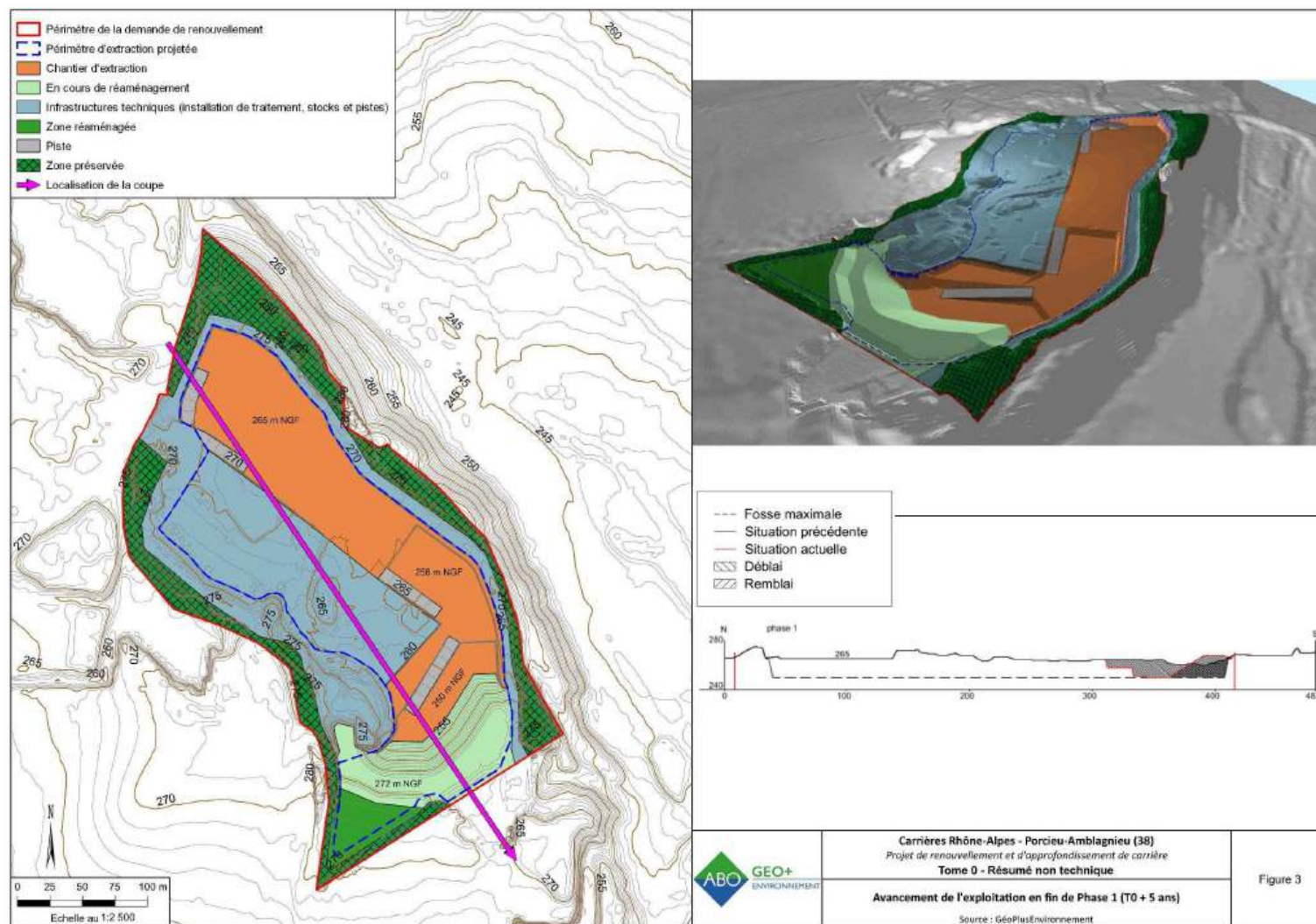
Localisation de la carrière du Combeau &

Emprise cadastrale  
Sources : Dossier de demande d'autorisation environnementale – GeoPlus Environnement (2024)

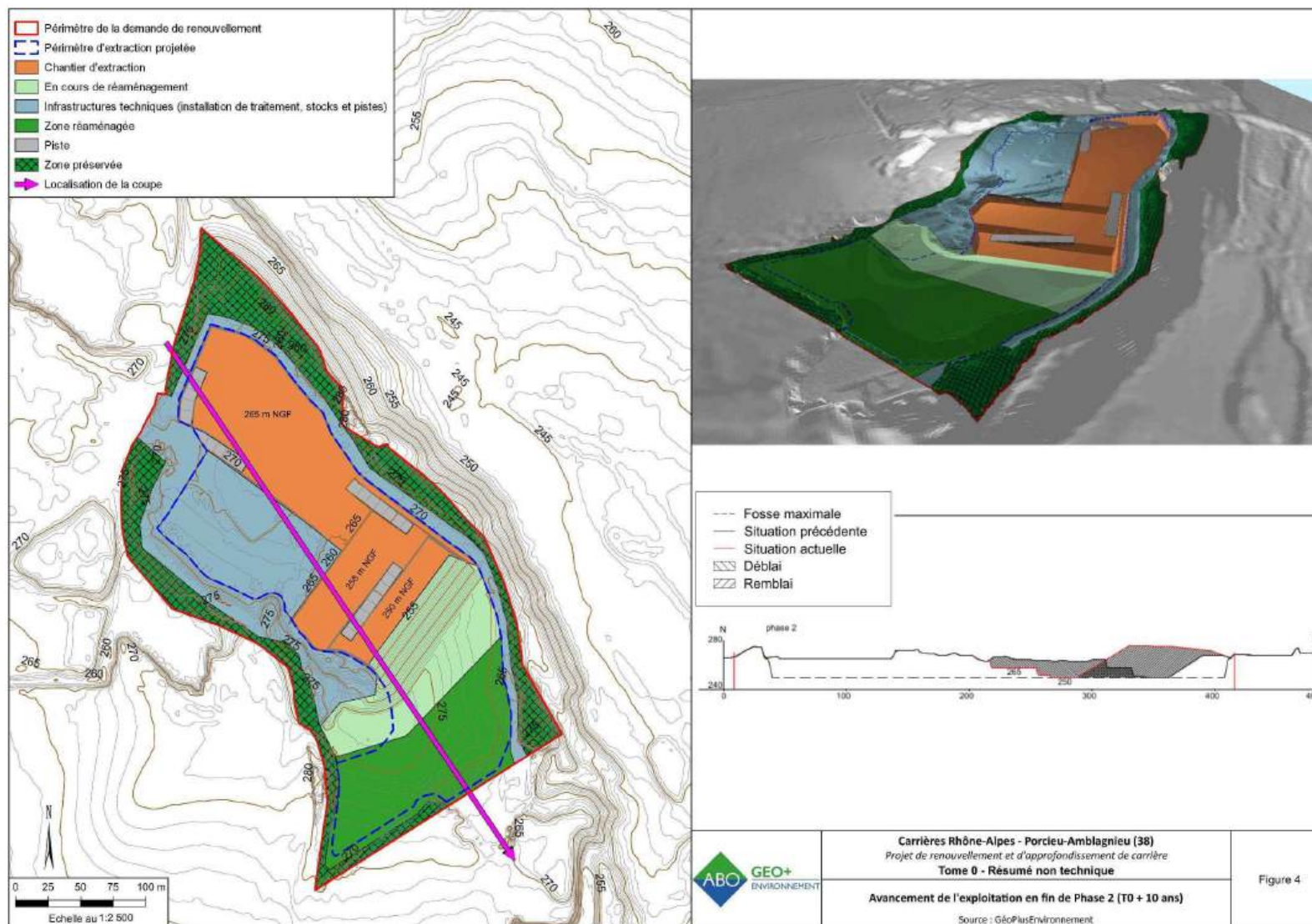


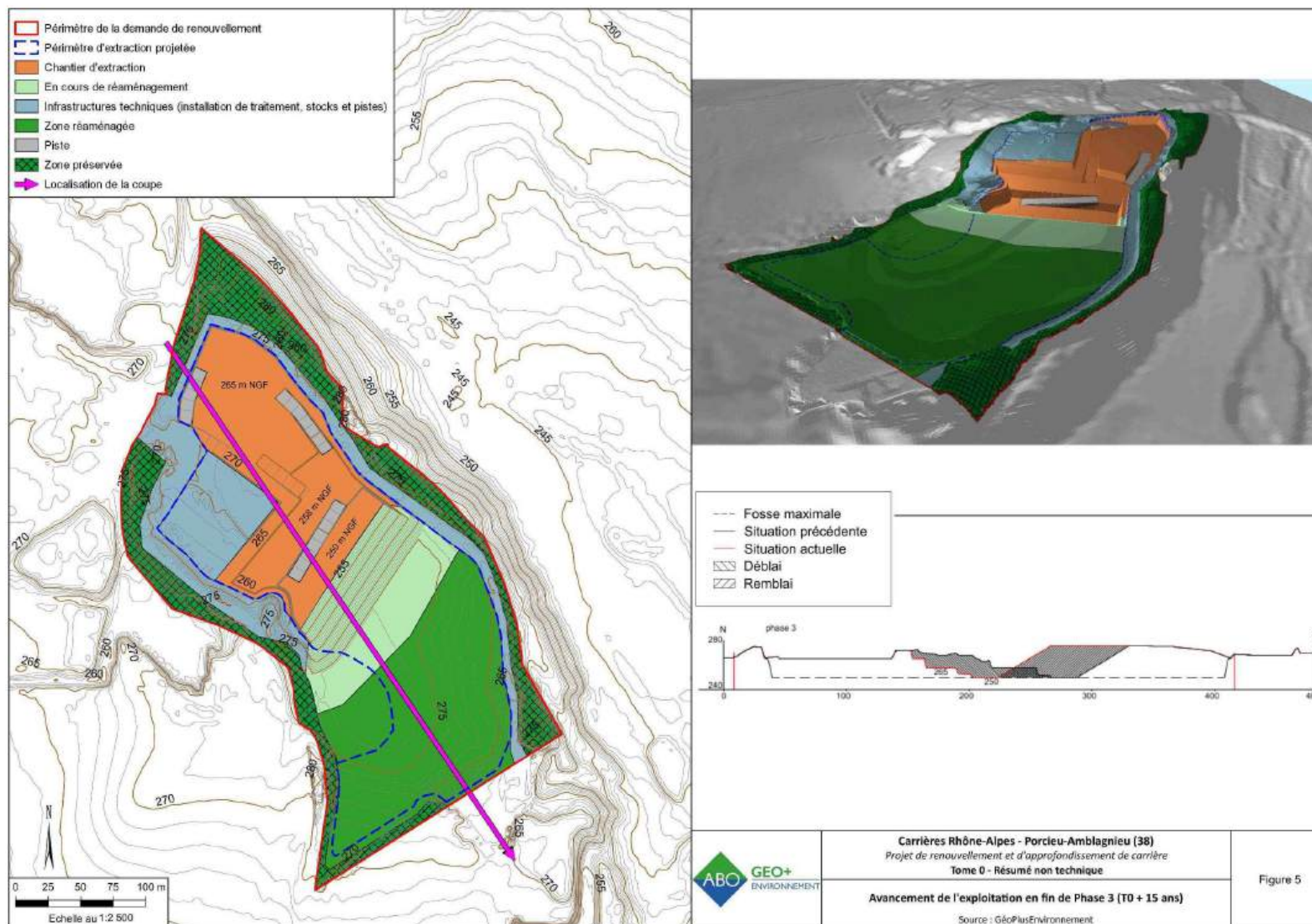


## Annexe 2. Plans de phasage d'exploitation

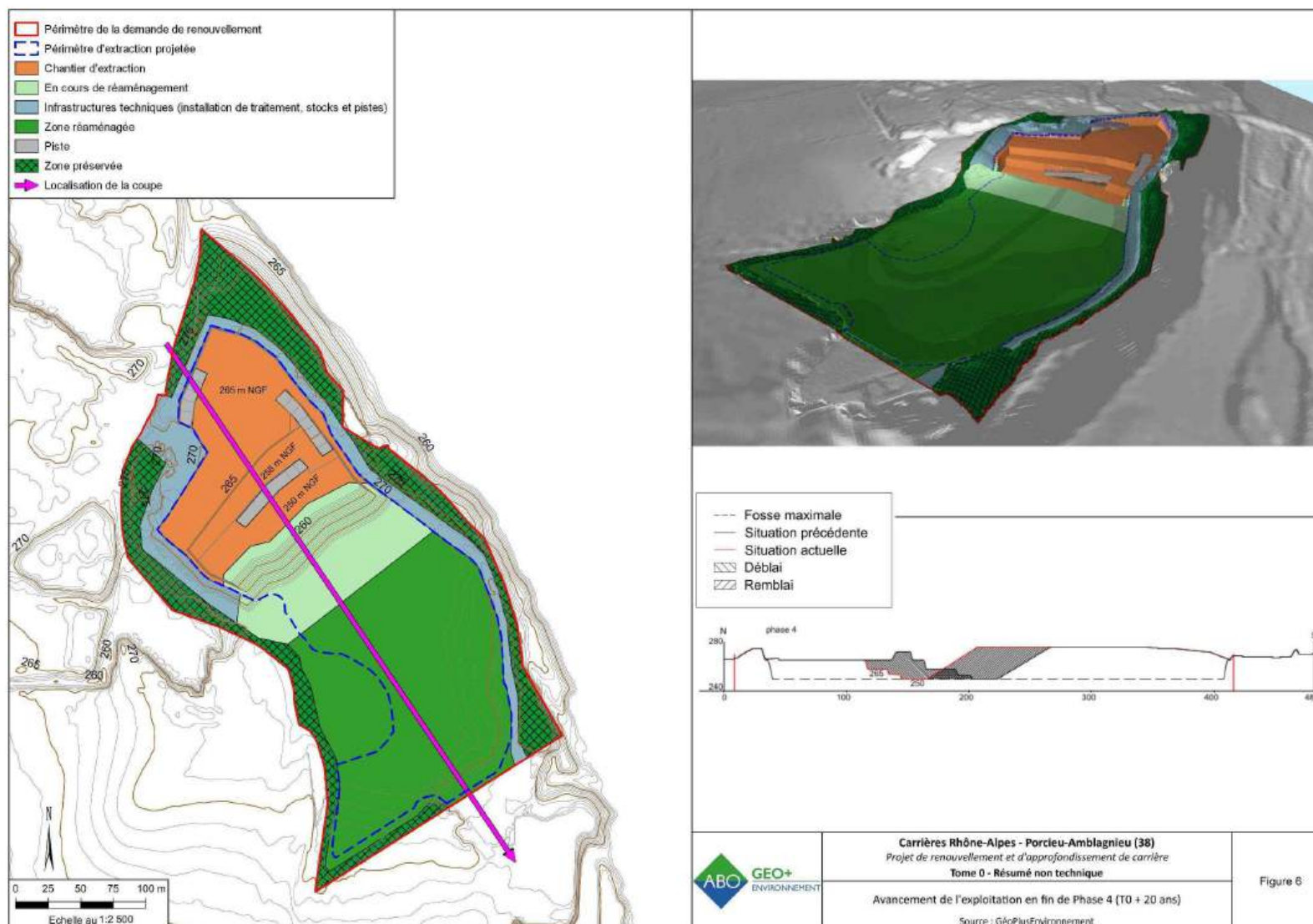












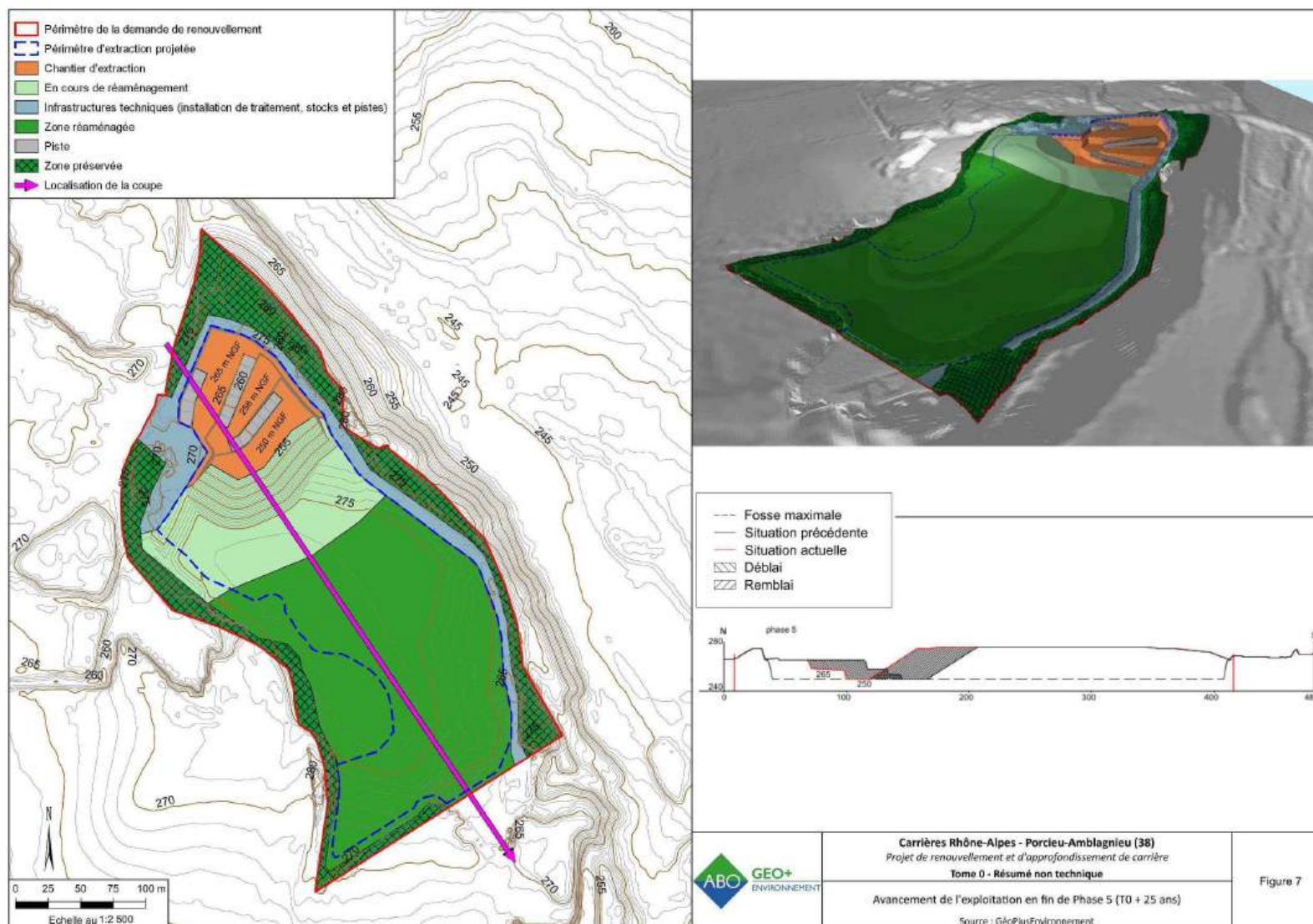
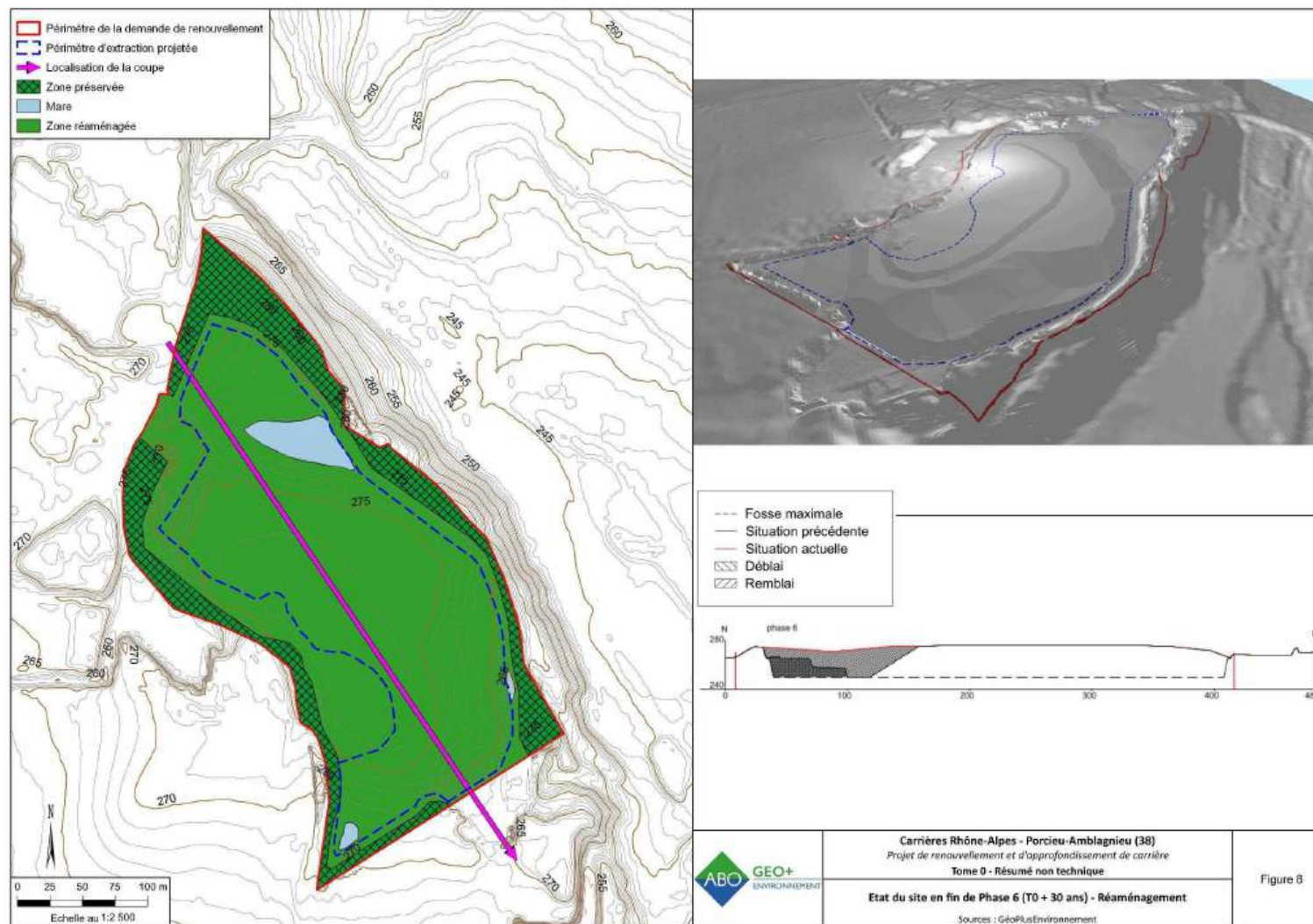


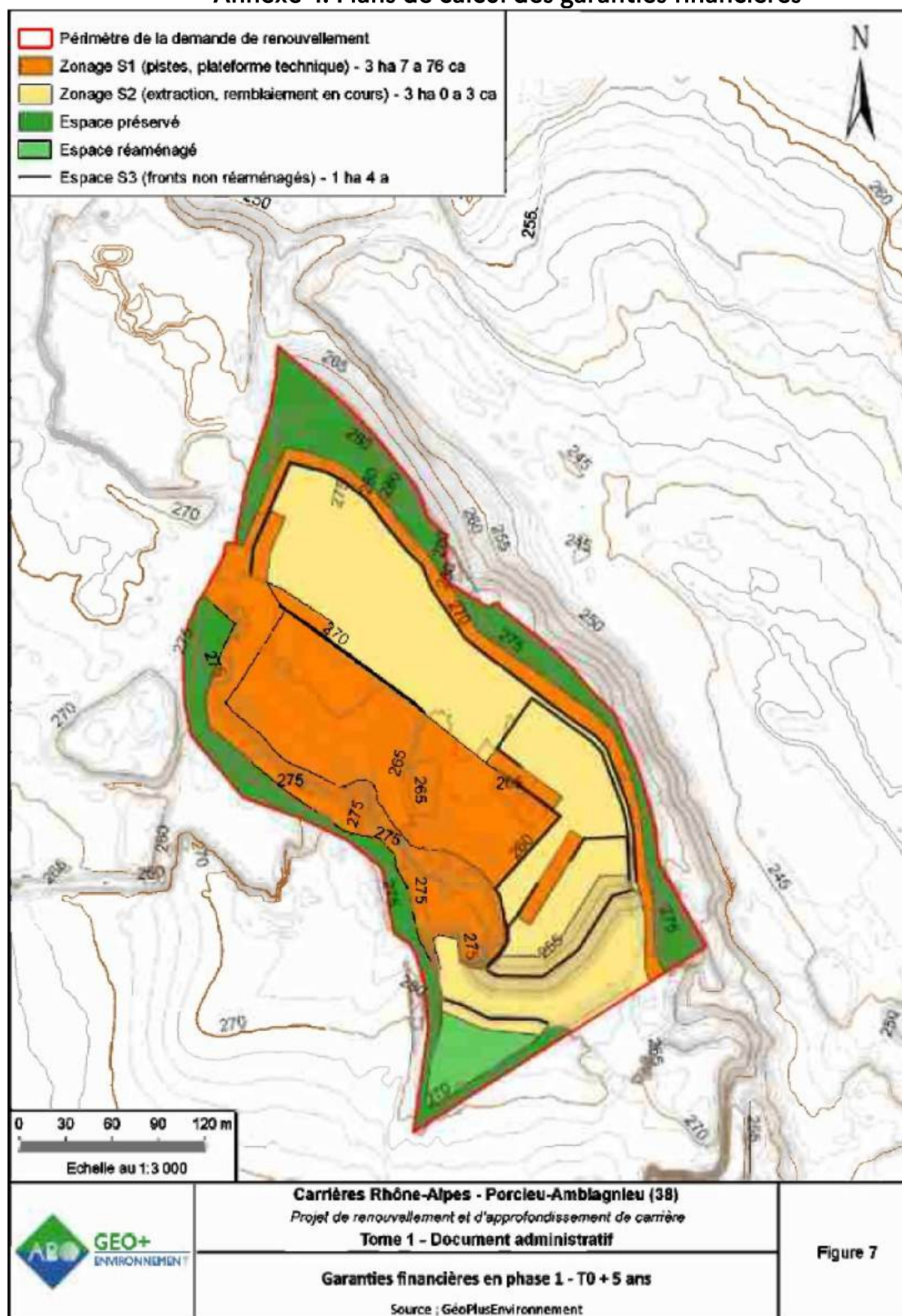
Figure 7

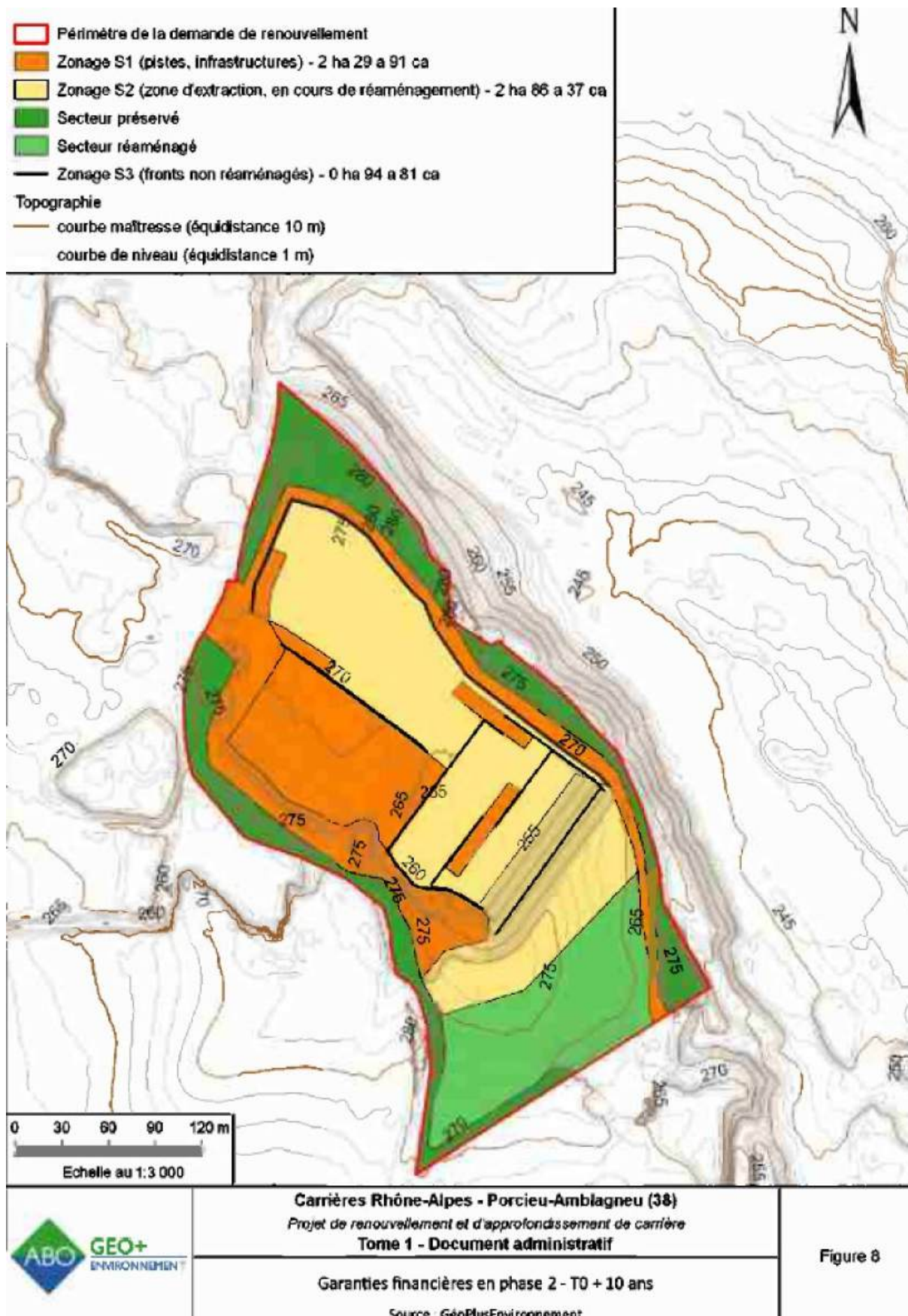
### Annexe 3. Plan, VUE ET COUPES de remise en état



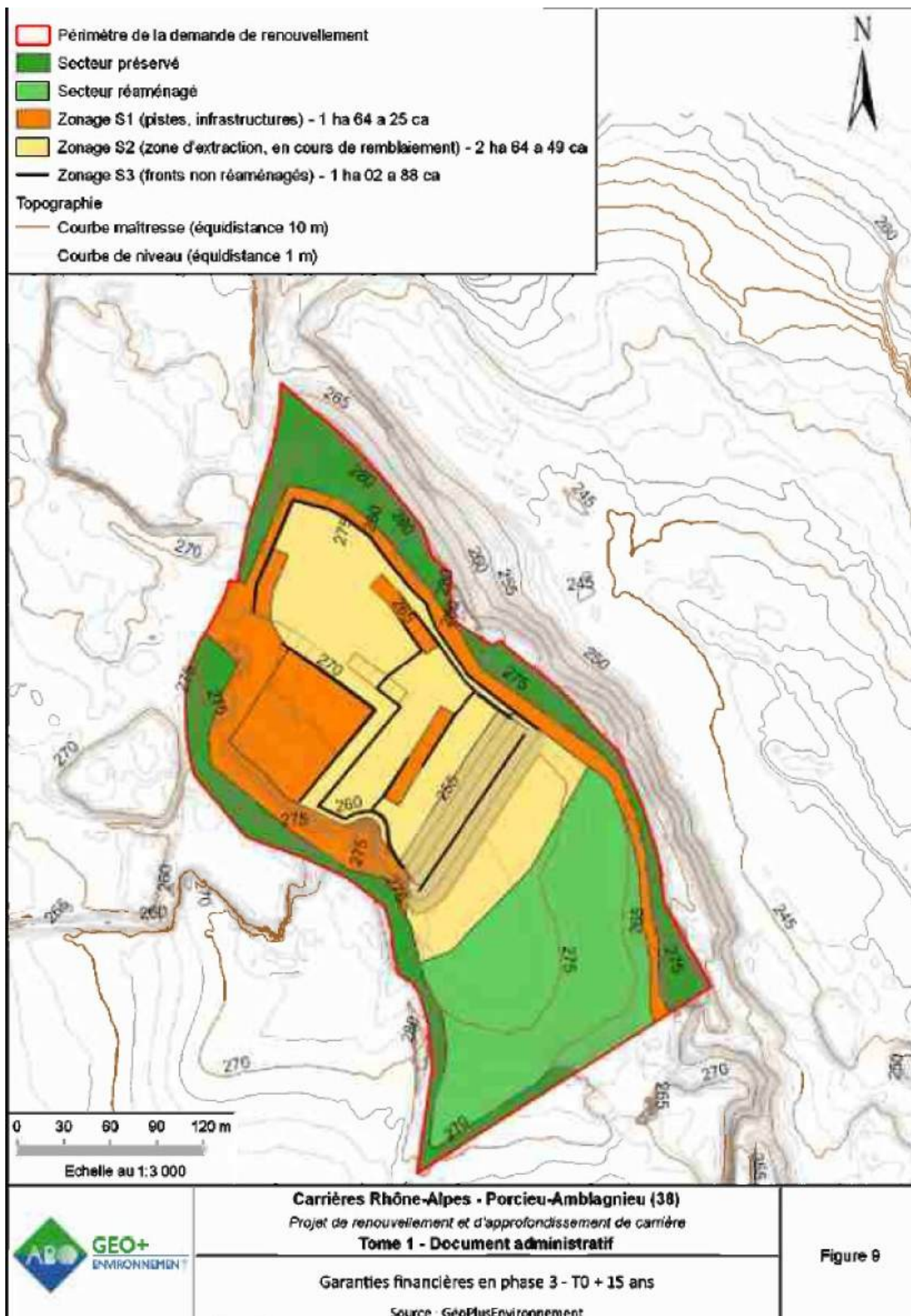


## Annexe 4. Plans de calcul des garanties financières

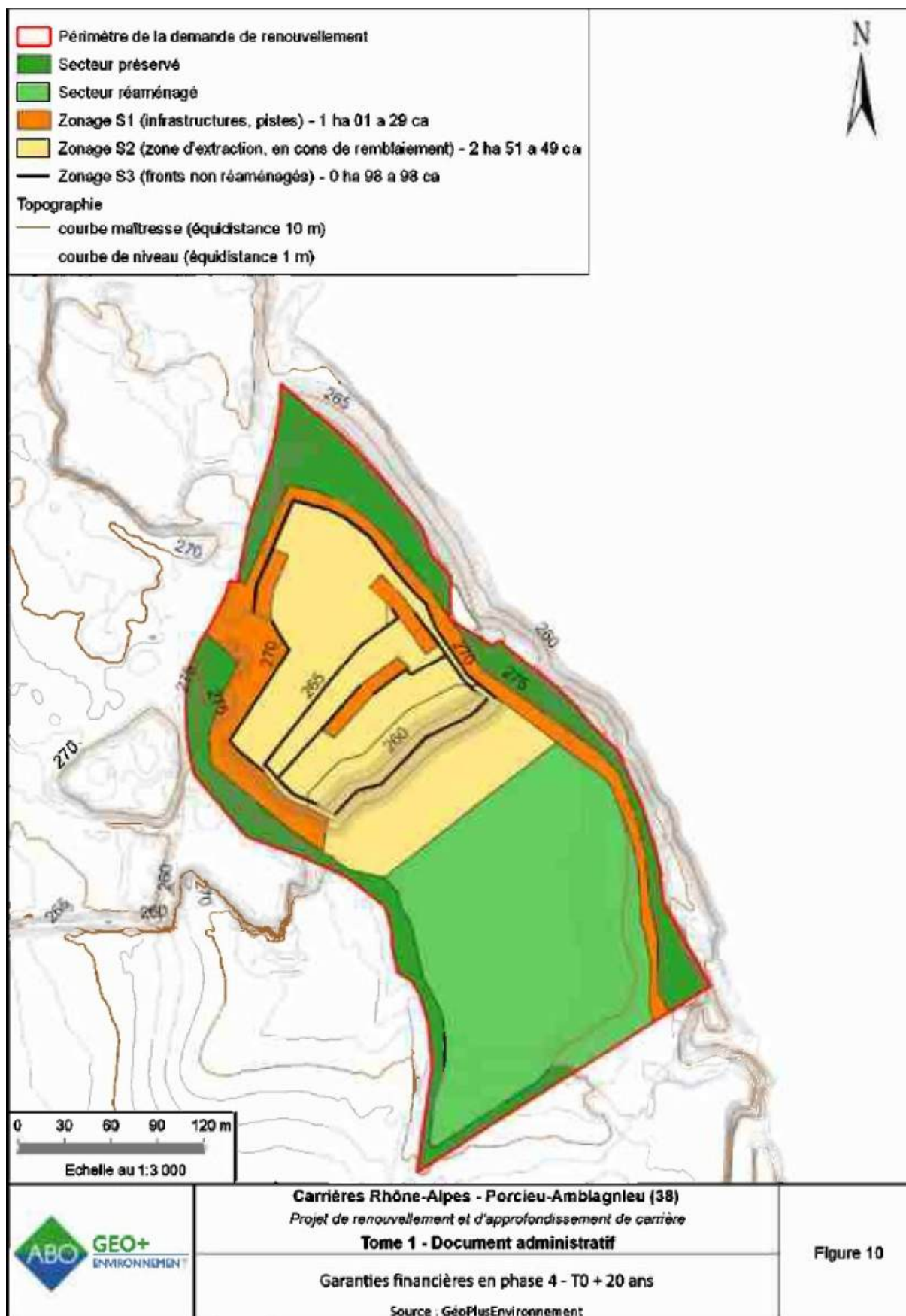


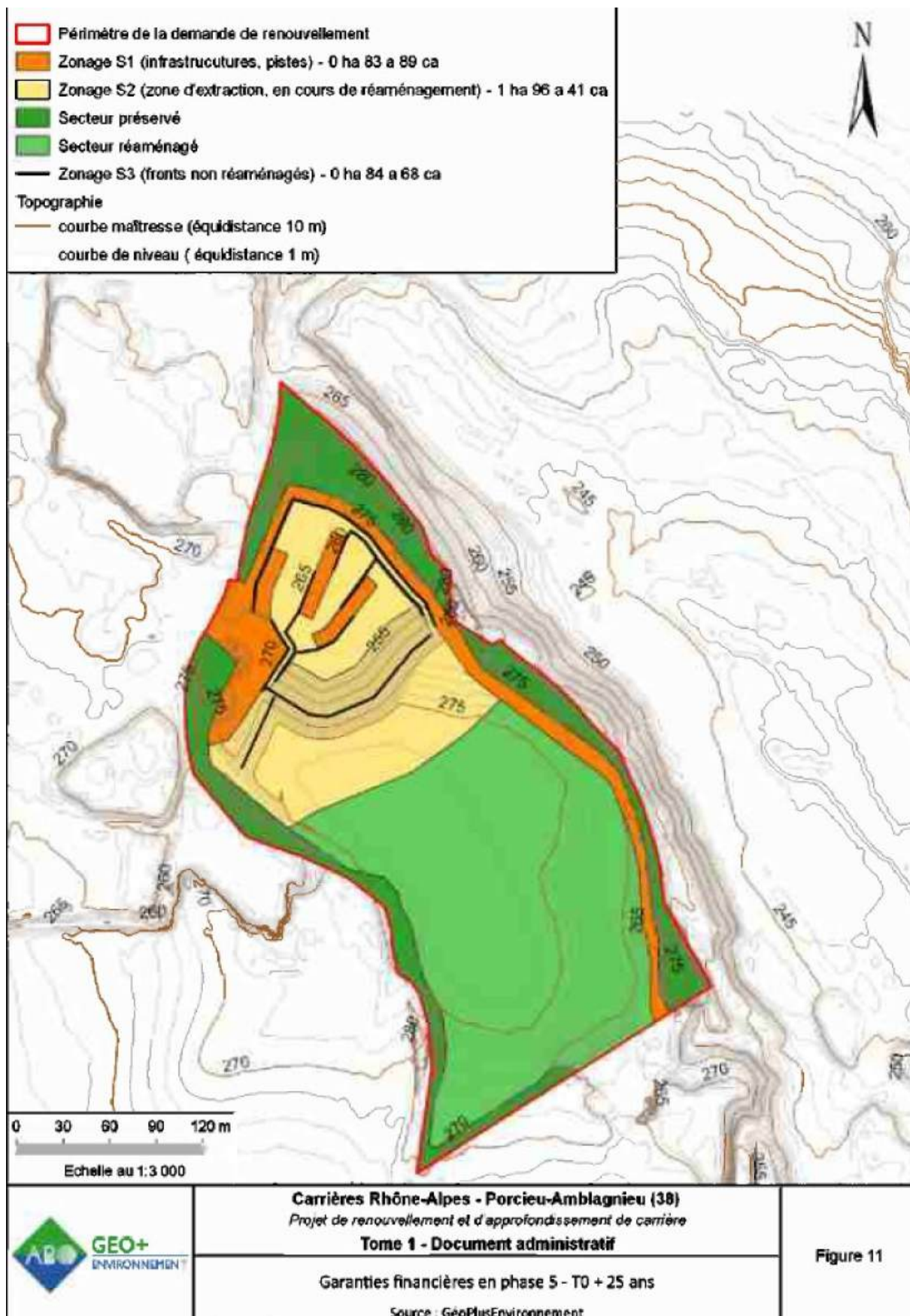




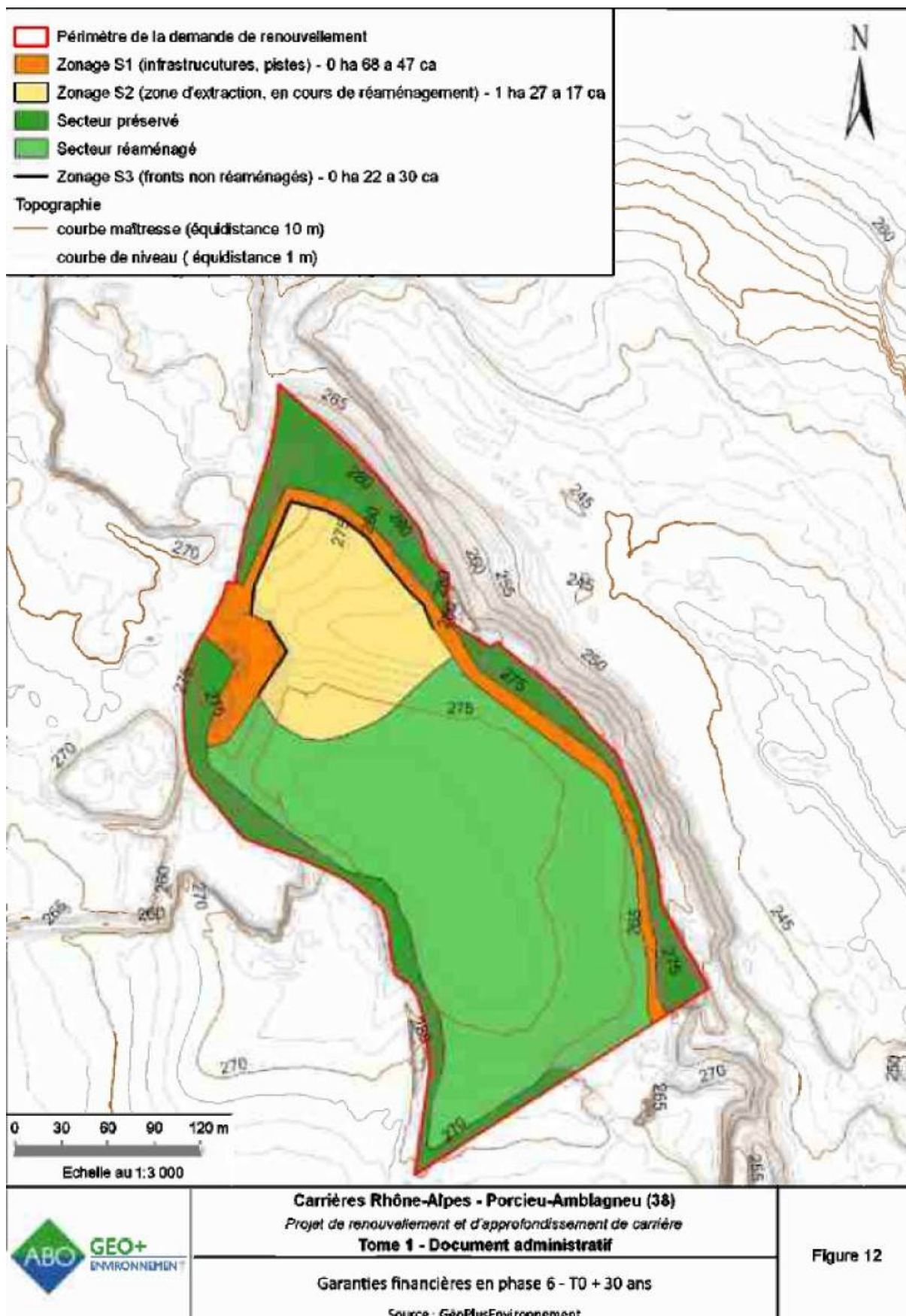












## Annexe 5. Localisation des mesures d'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION CONCERNANT LES MILIEUX NATURELS

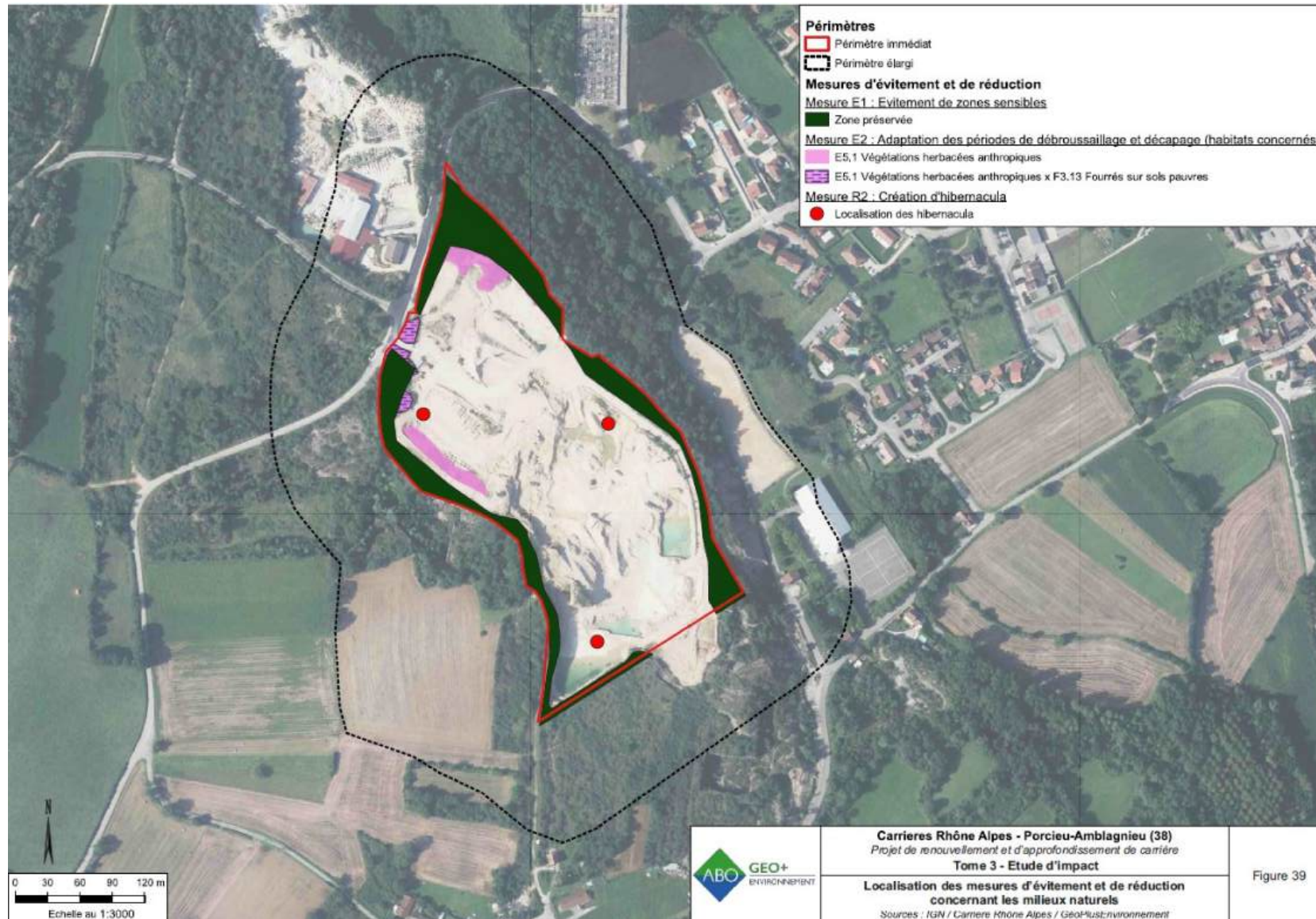
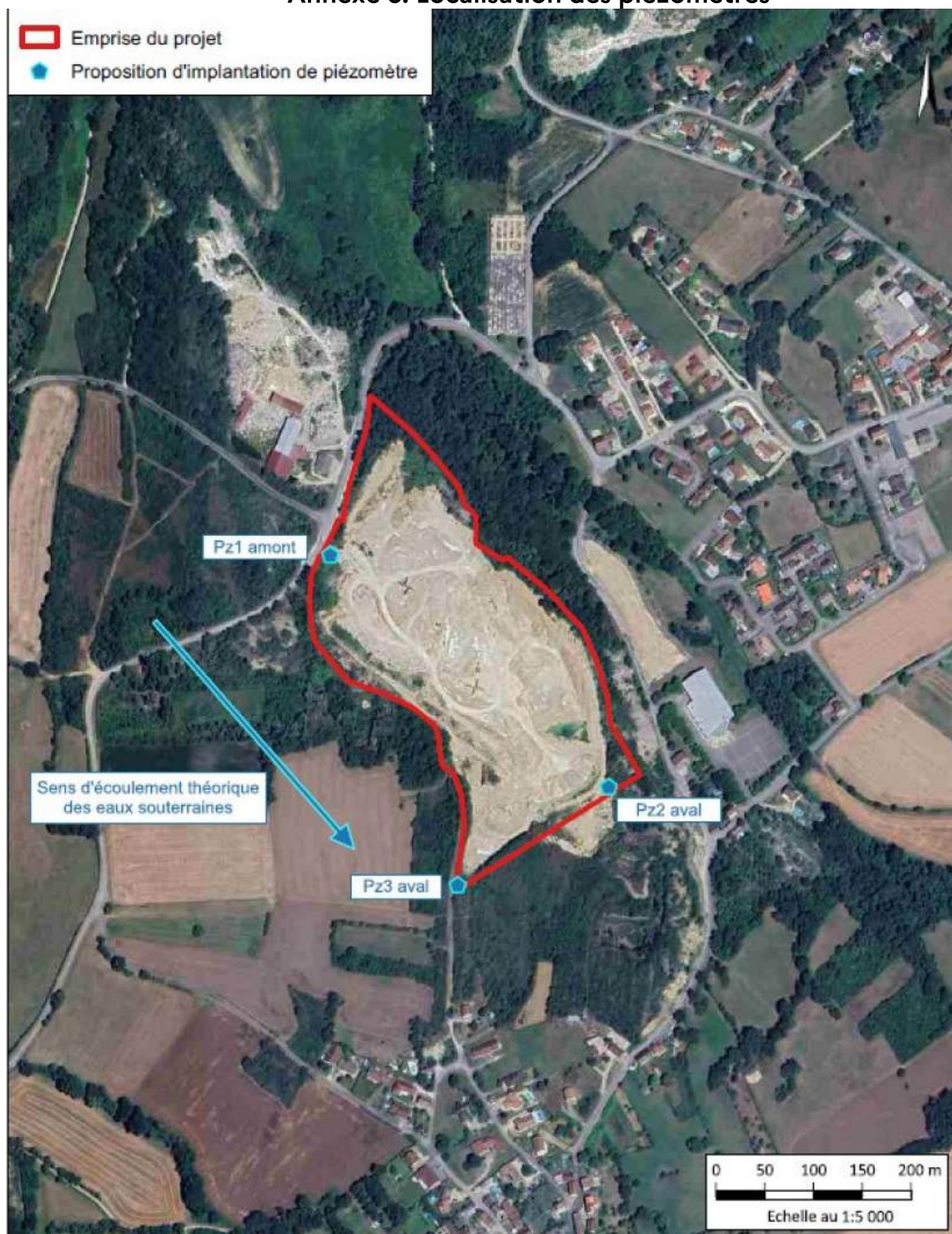


Figure 39



## Annexe 6. Localisation des piézomètres



**Carrières Rhône-Alpes - Porcieu-Amblagnieu (38)**  
 Projet de renouvellement et d'approfondissement de carrière  
 Tome 3 - Etude d'impact

**Proposition d'implantation de piézomètres pour le suivi des  
 eaux souterraines**

Source : IGN, GéoPlusEnvironnement

Figure 38

## Annexe 7. Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable

Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter (annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014) :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Paramètre chimique	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure	10
Sulfate (1)	1000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.



2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	